



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 DÉCEMBRE 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 9th, 1950

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
26439-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
26439-1-52

Lettres patentes

Anachemia Chemicals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1950, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, avocat et conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Sonya Schneyer, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et commerçants de produits de la mer, de la ferme et de la forêt; du papier et les produits du papier; des tissus, marchandises sèches et chaussures; articles de métal, de minerais, de cuir, verre et plastique, et produits chimiques, sous le nom de "Anachemia Chemicals Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Letters Patent

Anachemia Chemicals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1950, incorporating: Samuel E. Schwisberg, advocate and King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocate, both of the City of Outremont, and Sonya Schneyer, secretary, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in products of the sea, farm and forest; paper and paper products; fabrics, dry goods and footwear; articles of metal, mineral, leather, glass and plastics and chemical products, under the name of "Anachemia Chemicals Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100. each, and 300 preferred shares of a par value of \$100. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1950.

28914-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Builders and Contractors Equipment, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du 2 novembre 1950, constituant en corporation: Gaston Cartier, Raymond Dicaire, comptables, et Jeannette Cartier, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de l'outillage, la machinerie, les outils et instruments de toutes sortes servant à la construction, sous le nom de "Builders and Contractors Equipment, Limited" avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 390 rue Laurier ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

Builders and Contractors Equipment, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of November, 1950, incorporating: Gaston Cartier, Raymond Dicaire, accountants, and Jeannette Cartier, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in construction equipment, machinery, tools and implements of all kinds, under the name of "Builders and Contractors Equipment, Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at 390, Laurier Street West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1950.

28914-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chevalier Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1950, constituant en corporation: Jeanne Chevalier, Blandine Chevalier, marchandes, et Camille Chevalier, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer toutes et chacune des industries de mercier, pelletier, bonnetier, couturier, gantier, chemisier, tailleur, confectionneur, chapelier, costumier, marchand de drap, de chaussures, de marchandises sèches, de valises, de bijouterie et de meubles, sous le nom de "Chevalier Lingerie Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS.

Chevalier Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of October, 1950, incorporating: Jeanne Chevalier, Blandine Chevalier, merchants, and Camille Chevalier, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all and any of the industries of haberdasher, furrier, hosier, seamster, glover, shirt-maker, tailor, outfitter, hatter, costumier, cloth merchant and dealer in footwear, dry-goods, luggage, jewellery and furniture, under the name of "Chevalier Lingerie Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1950.

28914 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Compagnie de Construction de Cartierville Inc.

Cartierville Construction Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatre novembre 1950, constituant en corporation: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, avocats Lucienne Mérianeau, Rita Dufresne, secrétaires,

Compagnie de Construction de Cartierville Inc.

Cartierville Construction Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November, 1950, incorporating: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, advocates, Lucienne Mérianeau, Rita Dufresne, secretaries, all of the city

tous des cité et district judiciaire de Montréal, et J.-Roger Marceau, commis, de St-Mathias, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Acquérir, construire, exploiter et disposer de propriétés immobilières et agir comme contracteur, sous-contracteur, sous le nom de "Compagnie de Construction de Cartierville Inc." — "Cartierville Construction Company Inc.", avec un capital de \$2,000 divisé en 400 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cartierville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS.

Connolly Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept novembre 1950, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Joseph R. Hoffman, avocat, Jean McFarlane, dactylo, tous de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de "Connolly Construction Corp.", avec un capital de \$60,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

Côte St. Michel Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux novembre 1950, constituant en corporation: David Weissman, administrateur, Mariette St-Arnaud, June Kirlin et Mavis Grant, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, négocié et disposer de propriétés immobilières ou intérêt en iceux, sous le nom de "Côte St. Michel Holdings Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

Frank Glode Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

and judicial district of Montreal, and J. Roger Marceau, clerk, of St-Mathias, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To acquire, build, operate and dispose of immovable properties and to act as contractor and sub-contractor, under the name of "Compagnie de Construction de Cartierville Inc." — "Cartierville Construction Company Inc.", with a capital stock of \$2,000 divided into 400 shares of \$4 each.

The head office of the company will be at Cartierville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914 Deputy Attorney General.

Connolly Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1950, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Joseph R. Hoffman, advocate, Jean McFarlane, typist, all of the City of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Connolly Construction Corp.", with a capital stock of \$60,000: divided into 100 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914-o Deputy Attorney General.

Côte St. Michel Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of November, 1950, incorporating: David Weissman, executive, Mariette St-Arnaud, June Kirlin and Mavis Grant, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, deal with and dispose of real estate or interest therein, under the name of "Cote St. Michel Holdings Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 800 preferred shares having a par value of \$100, each, and 200 common shares having a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914-o Deputy Attorney General.

Frank Glode Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth

du trente octobre 1950, constituant en corporation: Frank Glode, camionneur, Claire Gaudreault ménagère, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, et Prudent Bernier, menuisier, de l'Islet, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Opérer un service de transport général, sous le nom de "Frank Glode Ltée", avec un capital de \$10,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS. 28914

**Imprimerie Royale Ltée
Royal Printing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1950, constituant en corporation: Charles Contant, imprimeur, Marc Contant, imprimeur, tous deux de Saint-Vincent-de-Paul, Ernest Bégin, imprimeur, Gérald Rousseau, comptable, et Roger Beaulieu, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'imprimerie, sous le nom de "Imprimerie Royale Ltée" — "Royal Printing Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS. 28914

**Kerbary Furniture Manufacturing
Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 2 novembre 1950, constituant en corporation: John Zinnicker, William Zinnicker, Jacob Zinnicker, Charles Edward Jeary, Joseph-Bernard Blais, dessinateurs de meubles, de Longueuil et Ralph Zinnicker, dessinateur de meubles, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre des meubles de toutes sortes et tous autres produits du bois, sous le nom de "Kerbary Furniture Manufacturing Company Limited", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS. 28914-o

**La Compagnie de Construction et de Pavage
de Hull Limitée (1950)
Hull Construction and Paving Company
Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

day of October, 1950, incorporating: Frank Glode, carter, Claire Gaudreault, house-wife, both of the city and judicial district of Quebec, and Prudent Bernier, joiner, of l'Islet, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To operate a general transportation service, under the name of "Frank Glode Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Imprimerie Royale Ltée
Royal Printing Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1950, incorporating: Charles Contant, printer, Marc Contant; printer, both of Saint-Vincent-de-Paul, Ernest Bégin, printer, Gérald Rousseau, accountant, and Roger Beaulieu, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the printing business, under the name of "Imprimerie Royale Ltée" — "Royal Printing Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 1,000 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Kerbary Furniture Manufacturing
Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of November, 1950, incorporating: John Zinnicker, William Zinnicker, Jacob Zinnicker, Charles Edward Jeary, Joseph-Bernard Blais, furniture designers, of Longueuil, and Ralph Zinnicker, furniture designer, of Verdun, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell furniture of all kinds and all other wood products, under the name of "Kerbary Furniture Manufacturing Company Limited", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**La Compagnie de Construction et de Pavage
de Hull Limitée (1950)
Hull Construction and Paving Company
Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1950, constituant en corporation: Joseph-E. Laflamme, entrepreneur en construction, Louis Laflamme, contre-maitre, et François-Paul Laflamme, commis-comptable, tous des cité et district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "La Compagnie de Construction et de Pavage de Hull Limitée (1950)" — Hull Construction and Paving Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS.

Lafamme & Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six novembre 1950, constituant en corporation: Joseph-Henri Lafamme, Andre Lafamme, tailleurs, et Jules Lessard, tous des cité et district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour hommes et pour dames, de toutes sortes, sous le nom de "Lafamme & Compagnie Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 227, rue Racine, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS.

La Société d'Histoire d'Arthabaska Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Henri Bernier, prêtre, curé, Elphège Labbé, marchand et maire, Thomas Michel, industriel et maire, Charles-Robert Garneau, notaire, et Hormisdas Gariépy, avocat et conseil du Roi, tous d'Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Propager le goût et l'étude de l'histoire en général, et favoriser la recherche et la conservation des matériaux pouvant servir à l'histoire, sous le nom de "La Société d'Histoire d'Arthabaska Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$19,999.

Le siège social de la corporation sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1950, incorporating: Joseph E. Laflamme, building contractor, Louis Laflamme foreman, and François Paul Laflamme, clerk and accountant, all of the city and judicial district of Hull, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "La Compagnie de Construction et de Pavage de Hull Limitée (1950)" — "Hull Construction and Paving Company Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914 Deputy Attorney General.

Lafamme & Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the sixth day of November, 1950, incorporating: Joseph Henri Lafamme, André Lafamme, tailors, and Jules Lessard, accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in men's and women's clothing of all kinds, under the name of "Lafamme & Compagnie Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 227 Racine street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914 Deputy Attorney General.

La Société d'Histoire d'Arthabaska Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Henri Bernier, parish priest, Elphège Labbé, merchant and mayor, Thomas Michel, industrialist and mayor, Charles Robert Garneau, notary, and Hormisdas Gariépy, advocate and King's Counsel, all of Arthabaska, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To spread the taste and study of history in general, and to encourage research and the conservation of material of historic value, under the name of "La Société d'Histoire d'Arthabaska Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$19,999.

The head office of the corporation will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28914 Deputy Attorney General.

Lightcraft Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date, du trente-et-un octobre 1950, constituant en corporation: David Goodman, Philip Fischel Vineberg, Jack Lighstone, avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement faire le commerce d'appareils électriques de toute description, sous le nom de "Lightcraft Limited", avec un capital de \$75,000, divisé en 500 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente-et-un octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

Lightcraft Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirty-first day of October, 1950, incorporating: David Goodman, Philip Fischel Vineberg, Jack Lightstone, advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in electrical appliances of every description, under the name of "Lightcraft Limited", with a capital stock of \$75,000, divided into 500 preferred shares of a par value of \$100. each, and 250 common shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28914-o Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Windsor (Québec)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Conrad Charland, marchand, Albert Paquette, papetier, Raymond Cloutier, contremaître, Philippe Bourque, marchand, et M. le Chanoine J.-Arthur Lemay, curé, tous de Windsor, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Fonder, établir, organiser et maintenir en existence des terrains de jeux, sous le nom "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Windsor (Québec)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Windsor, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le huit novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Windsor (Québec)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Conrad Charland, merchant, Albert Paquette, paper-maker, Raymond Cloutier, foreman, Philippe Bourque, merchant, and the Rev. Canon J. Arthur Lemay, parish priest, all of Windsor, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To found, establish, organize and maintain in existence playgrounds, under the name of L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Windsor (Quebec)".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Windsor, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914 Deputy Attorney General.

Osborne Street Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre octobre 1950, constituant en corporation: Théobald Plamondon, Joseph Lanza, chauffeurs de taxis, et Stanley Kandestin, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et faire le commerce de toutes sortes d'automobiles et de véhicules moteurs; opérer des garages, sous le nom de "Osborne Street Garage Inc.", avec un capital de \$99,000, divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune et 590 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

Osborne Street Garage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1950, incorporating: Théobald Plamondon, Joseph Lanza, taxi operators, and Stanley Kandestin, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To purchase, and deal in all sorts of automobile and motor vehicles; to operate garages, under the name of "Osborne Street Garage Inc.", with a capital stock of \$99,000, divided into 400 preferred shares of \$100. each, and 590 common shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28914-o Deputy Attorney General.

R. Bissonnette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept novembre 1950, constituant en corporation: Pauline Cabana, Hélène Hussard, sténographes, de la cité de Montréal, et Martine Ranger, sténographe, de L'Abord-à-Plouffe, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de chaussures de toutes sortes, et généralement le commerce de cuir, caoutchouc, plastic et leurs produits et sous-produits, sous le nom de "R. Bissonnette Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur générale, le sept novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS.

Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatre novembre, 1950, constituant en corporation: Pierre Barrette, avocat, Cécile Careau, et Paule Lamontagne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicier et de boucher, sous le nom de "Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914-o L. DÉSILETS.

Select Converters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-et-un octobre 1950, constituant en corporation: Reuben Spector, Benjamin Schector, et Moses Moscovitch, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et négocier toutes sortes de vêtements et accessoires, sous le nom de "Select Converters Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune et 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente-et-un octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

R. Bissonnette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of November, 1950, incorporating: Pauline Cabana, Hélène Hussard, stenographers, of the city of Montreal, and Martine Ranger, stenographer, of L'Abord-à-Plouffe, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in footwear of all kinds, and deal generally in leather, rubber, plastic and their products and by-products, under the name of "R. Bissonnette Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty;

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914 Deputy Attorney General.

Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November, 1950, incorporating: Pierre Barrette, advocate, Cécile Careau, and Paul Lamontagne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of grocer and butcher, under the name of "Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914 Deputy Attorney General.

Select Converters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1950, incorporating: Reuben Spector, Benjamin Schector and Moses Moscovitch, advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in all kinds of wearing apparel and accessories, under the name of "Select Converters Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 preferred shares of \$100 each, and, 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28914-o Deputy Attorney General.

The Mailman Foundation (Quebec) Inc. The Mailman Foundation (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux novembre 1950, constituant en corporation sans capital actions: Abraham L. Mailman, administrateur d'affaires, de la cité de Montréal, Philip Fischel Vineberg, avocat, de la cité de Westmount, tous deux du district judiciaire de Montréal, Joseph L. Mailman, Otto E. Kraus, administrateurs d'affaires, Harry Alpern, comptable, tous de la cité de New York, État de New York, un des États Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, assister et contribuer aux œuvres philanthropique et/ou de bienfaisance, et/ou de charité de toutes sortes et de toute nature, sous le nom de "The Mailman Foundation (Quebec) Inc."

Le montant auquel sera limité la valeur des biens immobiliers que la corporation pourra posséder est de \$3,000,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of November, 1950, incorporating without share capital: Abraham L. Mailman, business executive, of the City of Montreal, Philip Fischel Vineberg, advocate, of the City of Westmount, both of the Judicial District of Montreal, Joseph L. Mailman, Otto E. Kraus, business executives, Harry Alpern, accountant, all of the City of New York, State of New York, one of the United States of America, for the following purposes:

To establish, maintain, assist and contribute to philanthropic and/or benevolent and/or charitable endeavours of any kind and nature, under the name of "The Mailman Foundation (Quebec) Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$3,000,000.

The head office of the Corporation will be in the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Right-Made Garment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux novembre 1950, constituant en corporation: Norman Genser, Sydney Phillips, avocats, et Rose-Marie Bourgoing, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, négocier et faire le commerce de costumes et harles de tous genres sous le nom de "The Right-Made Garment Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 1,000 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le le deux novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS.

The Right-Made Garment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1950, incorporating: Norman Genser, Sydney Phillips, advocates, and Rose-Marie Bourgoing, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in and with suits and apparel of all kinds, under the name of "The Right-Made Garment Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 390 preferred shares having a par value of \$100. each, and 1,000 common shares having a par value of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy-Attorney General.

United Warehouse Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux novembre 1950, constituant en corporation: Abraham Harold Crestohl, gérant, Dame Riva Shatsky, secrétaire, tous deux de la cité d'Outremont, et Dame Ruth Fleischer, épouse séparée de biens de Fred Tanner, en vertu des lois de l'Autriche, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses diverses branches, le commerce de la mise en dépôt et l'entreposage,

United Warehouse Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of November, 1950, incorporating: Abraham Harold Crestohl, manager, Dame Riva Bernice Shatsky, secretary, both of the City of Outremont, and Dame Ruth Fleischer, wife separate as to property of Fred Tanner, in virtue of the laws of Austria, secretary, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing and storage in all its several branches, under the name

sous le nom de "United Warehouse Ltd.", avec un capital de \$250,000, divisé en 2,400 actions privilégiées de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28914 L. DÉSILETS,

of "United Warehouse Ltd.", with a capital stock of \$250,000 divided into 2,400 preferred shares of \$100. each, and 1,000 common shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28914-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes annulées

Avis est donné que, par jugement rendu à Montréal, le 29ème jour d'octobre 1948, par l'honorable juge E. Fabre-Surveyer, l'un des juges de la Cour Supérieure dans et pour le district judiciaire de Montréal, lequel jugement fut confirmé par le jugement de la Cour du Banc du Roi (en appel) le 23 octobre 1950, l'annulation des lettres patentes de la compagnie "Duluth Sporting Club Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province de Québec, le neuvième jour d'octobre 1934, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, a été décrétée, et ce, conformément aux dispositions de l'article 231 de ladite loi.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28933-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given, that by a judgment rendered at Montreal, on the 29th day of October, 1948, by the Honourable Justice E. Fabre-Surveyer, one of the judges of the Superior Court in and for the judicial district of Montreal, which said judgment was confirmed by a judgment of the Court of King's Bench (in appeal) on the 23rd day of October, 1950, the cancellation of the letters patent of the company "Duluth Sporting Club Inc.", incorporated by letters patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, on the ninth day of October, 1934, under the Quebec Companies' Act, was ordered and such, in conformity with the provisions of section 231 of the said Act.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
28933 Deputy Attorney General.

Letters Patent Annulled

Lettres patentes supplémentaires

Lady Dundee Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente octobre 1950, à la compagnie "Valcourt Textiles Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 août 1950, changeant son nom en celui de "Lady Dundee Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28954 L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Lady Dundee Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Valcourt Textiles Limited", incorporated by letters patent dated the eighth day of August, 1950, changing its name into that of "Lady Dundee Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28954-o Deputy Attorney General.

L. Demers et Cie Limitée L. Demers and Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 novembre 1950, à la compagnie "Le Magasin du Jardinier (Limitée)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 août 1939, changeant son nom en celui de "L. Demers et Cie Limitée" — "L. Demers and Co. Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 14 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28954-o L. DÉSILETS.

L. Demers et Cie Limitée L. Demers and Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fourteenth day of November, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Le Magasin du Jardinier (Limitée)", incorporated by letters patent dated the fifth day of August, 1939, changing its name into that of "L. Demers et Cie Limitée" — "L. Demers and Co. Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28954 Deputy Attorney General.

Merritt Chain Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six novembre 1950, à la compagnie "The Canadian Merritt Chain Ltd." constituée en corporation par lettres patentes datées du quatorze septembre 1950, changeant son nom en celui de "Merritt Chain Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28954 L. DÉSILETS.

Merritt Chain Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of November, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Canadian Merritt Chain Ltd.", incorporated by letters patent dated the fourteenth day of September, 1950, changing its name into that of "Merritt Chain Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28954-o Deputy Attorney General.

**Northeastern Development Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinq octobre 1950, à la compagnie "Second Gaspé Oil Ventures Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 21 mars 1946, changeant son nom en celui de "Northeastern Development Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28954 L. DÉSILETS.

**Northeastern Development Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of October, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Second Gaspé Oil Ventures Limited" (No personal liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act by letters patent dated March 21st, 1946, changing its name to that of "Northeastern Development Limited (No Personal Liability)".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28954-o Deputy Attorney General.

St. Donat Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt novembre 1950, à la compagnie "Lac Ouareau Country Homes Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-et-un novembre 1947, changeant son nom en celui de "St. Donat Country Club Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28954 L. DÉSILETS.

St. Donat Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twentieth day of November, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Lac Ouareau Country Homes Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of November, 1947, changing its name into that of "St. Donat Country Club Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28954-o Deputy Attorney General.

Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze novembre 1950, à la compagnie "Laval Ste-Rose Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 février 1948, changeant son nom en celui de "Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd".

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28954 L. DÉSILETS.

Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of November, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Laval Ste-Rose Limitée", incorporated by letters patent dated the twentieth of February, 1948, changing its name into that of "Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28954-o Deputy Attorney General.

Victoria Export Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Victoria Export Inc.

Notice is hereby given, that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 novembre 1950, à la compagnie "Renaissance Export Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1945, changeant son nom en celui de "Victoria Export Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 6 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28954-o L. DÉSILETS.

November, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Renaissance Export Inc.", incorporated by letters patent dated the twelfth day of December, 1945, changing its name into that of "Victoria Export Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28954 Deputy Attorney General.

Actions en séparation ne biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 293 355. Dame Maria Dasewicz, épouse commune en biens de Léon Leshchynski, tailleur, tous deux résidant et domiciliés dans les cité et disrict de Montréal, demanderesse, vs Léon Leshchynski, sudit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Montréal, ce 30 novembre 1950.

L'Avocat de la demanderesse,
GÉRARD RAYMOND,
276 ouest, rue St-Jacques,
28918-o Montréal.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 293 355. Dame Maria Dasewicz, wife common as to property of Leon Leshchynski, taylor, of the City and District of Montreal, plaintiff, vs Leon Leshchynski, aforesaid, defendant.

An action in separation of property has been duly taken in this case, this day.

Montreal, November 30th 1950.

GÉRARD RAYMOND,
Attorney for plaintiff,
276 St. James St., West,
28918-o Montreal.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 292908. Dame Louise Matz, épouse en communauté de biens de John Hellman, de Ville Lasalle, district de Montréal, cordonnier, demanderesse; vs John Hellman, époux de la demanderesse, de Ville Lasalle, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans la présente cause le 15ème jour de novembre 1950.

Montréal, le 28 novembre 1950.

Les Procureurs de la demanderesse,
MERGLER & MERGLER,
637 rue Craig ouest,
28919 Montréal, Québec.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 292908. Dame Louise Matz, wife common as to property of John Hellman, of Ville LaSalle, District of Montreal, shoemaker, plaintiff, vs John Hellman, husband of plaintiff, of Ville LaSalle, District of Montreal, shoemaker, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this present cause on the 15th day of November, 1950.

Montreal, November 28th, 1950.

MERGLER & MERGLER,
Attorneys for plaintiff,
637 Craig Street West,
28919-o Montreal, Quebec.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, No. 293369. Dame Thérèse Bibeau, épouse commune en biens de Frank Roy, hôtelier, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse vs Frank Roy, hôtelier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 novembre 1950.

Montréal, le 30 novembre 1950.

Le Procureur de la demanderesse,
28956-o PAUL LEVESQUE.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 293369. Dame Thérèse Bibeau, wife common as to property of Frank Roy, innkeeper, both of the city and district of Montreal, Plaintiff vs Frank Roy, innkeeper, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on November 30th, 1950.

Montreal, le 30 novembre 1950.

PAUL LEVESQUE,
Attorney for plaintiff.
28956-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1316

Québec, 30 novembre 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1316

Quebec, November 30, 1950

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par l'article XVI (industrie des ascenseurs) du décret numéro 407 du 12 avril 1950, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section XVI (elevator industry) of the decree number 407 of April 12, 1950, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 octobre 1950;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 28, 1950;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been made to its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 407, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 407, be amended as follows:

Le sous-paragraphe "a" du paragraphe "9" de l'article XVI est remplacé par le suivant:

Paragraph "a" of subsection "9" of section XVI is replaced by the following:

"a) Région de Montréal:
Mécanicien..... \$1.75
Aide..... 1.23"
(Document "F" annexé à l'arrêté)

"a) Montreal district:
Mechanic..... \$1.75
Helper..... 1.23"
(Document "F" annexed to the Order)

A. MORISSET,
28944-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
28944-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1316

Number 1316

Québec, le 30 novembre 1950.

Quebec, November 30, 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "D"

Part "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 2684 du 9 octobre 1941, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval, rendered obligatory by the decree number 2684 of October 9, 1941, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 septembre 1950;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 30, 1950;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 2684, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 2684, be amended as follows:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

1. Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"a) Pour les barbiers, apprentis et compagnons, la durée des heures de travail est répartie comme suit:

"a) For barbers, apprentices and journeymen, the duration of working hours is distributed as follows:

1. Dans le comté de Chicoutimi, sauf pour la cité d'Arvida et la Baie des Ha! Ha!:

1. In the county of Chicoutimi, excepting the city of Arvida and La Baie des Ha! Ha!:

Le lundi: 8.00 a.m. à 12.00 a.m.

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 a.m.

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées, ainsi que les deux jours précédant Noël et le jour de l'An: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

2. Dans la cité d'Arvida:

Le lundi: 8.00 a.m. à 12.00 a.m.

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi, la veille des fêtes chômées, ainsi que les deux jours précédant Noël et le jour de l'An: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

3. Dans la Baie des Ha! Ha! :

Le lundi: 8.00 a.m. à 12.00 a.m.

Les mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les vendredi et samedi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

La veille des fêtes chômées ainsi que les deux jours précédant Noël et le jour de l'An: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

4. Dans le comté de Lac St-Jean:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

L'avant-veille de Noël et du jour de l'An: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

5. Dans le comté de Roberval:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Toutefois, à partir du 15 décembre jusqu'au 31 décembre inclusivement, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

2° Le paragraphe "f" de l'article IV est radié

3° Le paragraphe "aa" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "a" de l'article VI:

"aa) Pour le comté de Chicoutimi exclusivement et notwithstanding les dispositions du paragraphe "a" du présent article, les prix minima des services des barbiers et coiffeurs pour hommes pour la coupe des cheveux et de la barbe, sont les suivants:

"Cheveux pour adultes des deux sexes:
 Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.... \$0.60
 Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les deux jours précédant Noël et le jour de l'An..... 0.65
 Cheveux pour enfants de moins de 14 ans des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi... 0.40
 Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les deux jours précédant Noël et le jour de l'An..... 0.55

Cheveux en brosse et demi-brosse et "Hollywood":

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi... 0.90
 Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les deux jours précédant Noël et le jour de l'An..... 1.00

Barbe ordinaire..... 0.30

Barbe coupée aux ciseaux..... 0.40"

(Document "D" annexé à l'arrêté).

28944-o A. MORISSET,
 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1316

Québec, le 30 novembre 1950.
 Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

Section "E"

Saturday and holiday eves, and the two days before Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

2. In the city of Arvida:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 a.m.

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday and holiday eves, and the two days before Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

3. La Baie des Ha! Ha! :

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 a.m.

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday and Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Holidays eves and the two days before Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

4. In the county of Lake St. John:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

The second day before Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

5. In the county of Roberval:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 15 to December 31 inclusive, the working hours are from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

2. Subsection "f" of section IV is deleted.

3. The following subsection "aa" is added after subsection "a" of section VI:

"aa) For the county of Chicoutimi exclusively, and notwithstanding the provisions of subsection "a" of the present section, the minimum prices of barbers' and men's hairdressers' service for haircuts and shaves shall be as follows:

"Haircut for adults, male and female:
 Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday..... \$0.60
 Friday, Saturday and holiday eves and the two days before Christmas and New Year's Day..... 0.65

Haircut for children, male and female, under 14 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday..... 0.40
 Friday, Saturday and holiday eves and the two days before Christmas and New Year's Day..... 0.55

Brush-cut, semi brush-cut and Hollywood haircut:

Monday, Wednesday and Thursday... 0.90
 Friday, Saturday and holiday eves and the two days before Christmas and New Year's Day..... 1.00

Ordinary shave..... 0.30

Beard cut with scissors..... 9.40"

(Document "D" annexed to the Order).

28944-o A. MORISSET,
 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1316

Quebec, November 30, 1950
 Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3365 du 1^{er} septembre 1944, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Québec, rendered obligatory by the decree number 3365 of September 1, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 7 octobre 1950;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of October 7, 1950;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 3365, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 3365, be amended as follows:

1° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV sont abrogés et remplacés par les suivants:

1. Subsections "a" and "b" of section IV are deleted and the following substituted therefor:

"a) Dans la zone I, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$30.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$40.00 par semaine."

"a) In zone I, the minimum wages of a regular employee is \$30.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$40.00 per week."

"b) Dans la zone II, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$35.00 par semaine."

"b) In zone II, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$35.00 per week."

2° Le paragraphe "d" de l'article IV est amendé en remplaçant les mots: "excédant de plus de \$9.00" par les mots: "excédant de plus de \$10.00".

2. Subsection "d" of section IV is amended by substituting the words "exceeding by more than \$9.00" for the words "exceeding by more than \$10.00."

3° Le paragraphe "f" de l'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

3. Subsection "f" of section IV is deleted and the following substituted therefor:

"f) Les employés surnuméraires ont droit à un salaire quotidien de \$5.00 dans les zones I et III et de \$4.00 dans les zones II, IV, V, VI, VII, et VIII, à l'exception du samedi et des veilles de fêtes chômées alors qu'ils doivent recevoir \$5.00."

"f) Occasional employees are entitled to a daily remuneration of \$5.00 in zones I and III, and of \$4.00 in zones II, IV, V, VI, VII and VIII, excepting Saturday and holiday eves when they shall receive \$5.00."

4° Le sous-paragraphe intitulé "zone II" du paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

4. The paragraph headed "Zone II" in subsection "a" of section V, is replaced by the following:

"Zone II: Le lundi: de 8.00 a.m. à midi.
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

"Zone II: Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

Friday Saturday, and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

5° Les prix minima déterminés à l'article XII, pour les services ci-après mentionnés, dans les zones I et II, sont remplacés respectivement par les suivants:

5. The minimum prices mentioned in section XII, for the services hereafter mentioned, in zones I and II are replaced by the following:

"Zone I: Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

"Zone I: Haircut for adults, male and female:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	\$0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessus de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.40
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.50
Coupe de cheveux en brosse ou aux ciseaux.	0.75
Coupe de la barbe.	0.35
Massage.	0.50
Flambage des cheveux (dans les salons de barbier).	0.35
Lotion.	0.35
Aiguisage de rasoir.	0.50
Tonique.	0.35"

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	\$0.60
Friday, Saturday and holiday eves.	0.65
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.40
Friday, Saturday and holiday eves.	0.50
Haircut, brush or scissors.	0.75
Shave.	0.35
Massage.	0.50
Singeing of the hair (in barber shops).	0.35
Lotion.	0.35
Razor setting.	0.50
Tonic.	0.35"

Les mots et chiffres: "Massage-lotion... 0.25" mentionnée l'article XII pour la zone I, sont biffés.

"Zone II: Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	"0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.55
Coupe de cheveux pour enfant au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.45
Coupe de la barbe.	0.30
Coupe de cheveux en brosse ou aux ciseaux.	0.75"

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
28944-o Greffier du Conseil Exécutif.

The words and numerals "Massage-lotion... 0.25", mentioned in section XII for zone I, are deleted.

"Zone II: Haircut for adults, male and female:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.50
Friday, Saturday and holiday eves.	0.55
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.35
Friday, Saturday and holiday eves.	0.45
Shave.	0.30"

Scissors haircut or brushcut. 0.75"

(Document "E" annexed to the Order)
A. MORISSET,
28944-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

Concernant l'abolition de la Cour des commissaires d'Asbestos

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 1239 du 16 novembre 1950, et conformément aux dispositions de l'article 154 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15, il a plu au Lieutenant-gouverneur-en-conseil:

a) de décréter l'abolition de la Cour des commissaires d'Asbestos; et

b) d'ordonner la transmission des dossiers et archives de ladite Cour des commissaires d'Asbestos à la Cour de magistrat du district électoral de Richmond à Asbestos.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28838-47-5-o JEAN BRUCHÉSI.

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné à tous intéressés que The Shawinigan Water and Power Company, et Quebec Power Company, ont par leur requête demandé à la Régie l'autorisation d'appliquer leurs tarifs respectifs pour service général ou commercial à la charge totale utilisée pour service domestique, lorsque l'abonné se sert du service électrique pour chauffage de maison.

Toute personne ayant des représentations à faire au sujet de la dite demande devra s'adresser au soussigné, 132 rue St-Jacques ouest, à Montréal, P.Q. avant le 10 janvier, 1951.

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ,
Par: J.-A. MORIN,
28864-48-2-o Secrétaire.

HODGE BROS. LTD.

Règlement N° 27

"Qu'il soit décrété que le nombre de directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre."

Miscellaneous Notices

NOTICE

Concerning the discontinuance of the Commissioners' Court of Asbestos

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1239 of the 16th of November, 1950, and according to the provisions of section 154 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased:

a) to enact the discontinuance of the Commissioners' Court of Asbestos; and

b) to order that the records and archives of the said Commissioners' Court of Asbestos be transmitted to the Magistrate's Court for the electoral district of Richmond at Asbestos.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28838-47-5 Under Secretary of the Province.

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given to all interested parties that The Shawinigan Water and Power Company, and the Quebec Power Company, have, by their petition, requested the Board, the authorization to apply their respective tariffs for general or commercial service to the total charge used for domestic service, when the subscriber uses electric power for heating a house.

Any person having representations to make with regard to the said petition shall apply to the undersigned, 132 St. James Street West, Montreal, P.Q., before the 10th day of January, 1951.

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD,
Per: J. A. MORIN,
28864-48-2 Secretary.

HODGE BROS. LTD.

By-law No. 27

"Be it enacted that the number of the Directors of the Company be increased from three to four."

Nous, les soussignés, certifions par les présentes que le règlement ci-dessus de "Hodge Bros. Ltd." a été passé par le bureau de direction à une assemblée du 25 septembre 1950 et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le même jour.

Montréal, le 25 septembre 1950.
(Seau)

Le Président,
RUSSELL A. HODGE.
Le Secrétaire,
GORDON L. HODGE.

28920

We, the undersigned, hereby certify that the above By-law of "Hodge Bros. Ltd." was passed by the Board of Directors at a meeting of September the 25th, 1950, and unanimously approved by all the Shareholders at a special general meeting held on the same day.

Montreal, September the 25th, 1950.
(Seal)

RUSSELL A. HODGE,
President
GORDON L. HODGE,
Secretary.

28920-o

THE TÊTREAULTVILLE WOMEN'S CLUB

Règlement "A"

Attendu qu'en vertu des dispositions que des lettres patentes constituant en corporation "The Tétreaultville Women's Club", le bureau de direction de cette corporation comprendra quatre personnes, et

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la corporation que le nombre de ses directeurs soit augmenté à seize:

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme un règlement de la corporation, comme suit:

Le nombre des directeurs de la corporation, fixé à quatre par les lettres patentes, est, par les présentes augmenté à seize.

Certifiée copie conforme.

La Secrétaire-archiviste,
ETHEL WHITE,
(Mrs. J. A. White).

28921

THE TÊTREAULTVILLE WOMEN'S CLUB

By-law "A"

Whereas the Letters Patent incorporating "The Tétreaultville Women's Club" provide that the Board of Directors of the corporation shall consist of four persons, and

Whereas it is in the interest of the corporation that the number of its directors be increased to sixteen:

Be it and it is enacted as a By-law of the corporation as follows:

The number of directors of the corporation, fixed at four by the Letters Patent, is hereby increased to sixteen.

Certified a true copy.

ETHEL WHITE,
(Mrs. J. A. White),
Recording Secretary.

28921-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 17 novembre 1950, le règlement N° 1 de la compagnie "Waterloo School of Ballet Incorporated", et, ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

28922

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law No. 1 of the "Waterloo School of Ballet Incorporated" was approved by the Honourable the Provincial Secretary on November 17th, 1950, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

28922-o

BURNETT INVESTMENT INC.

Avis est donné par les présentes que le Règlement spécial "X" a été décrété par les directeurs de "Burnett Investments Inc.", le 30 novembre 1950, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie parmi ses actionnaires.

Montréal, le 1er décembre 1950.

Le Secrétaire,
ALEX. ADAMSON.

28923

BURNETT INVESTMENT INC.

Notice is hereby given that Special By-law "X" was enacted by the Directors of "Burnett Investments Inc.", on November 30th, 1950, under the provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the Company among its Shareholders.

Montreal, December 1st, 1950.

ALEX. ADAMSON,
Secretary.

28923-o

DUPRESNOY MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement "O"

Attendu que "Dupresnoy Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) trouve qu'il est opportun de changer le siège social de la compagnie, de Duparquet, dans le canton de Duparquet, dans le district d'Abitibi, en la province de Québec, à la ville de Noranda en la province de Québec.

DUPRESNOY MINES LIMITED
(No Personal Liability)

By-law "O"

Whereas "Dupresnoy Mines Limited" (No Personal Liability) deems it advisable to change the principal office of the Company from Duparquet, in the Township of Duparquet, in the District of Abitibi, in the Province of Quebec, to the Town of Noranda, in the Province of Quebec.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété, comme un règlement de la compagnie, que le Règlement N° 1 des règlements généraux de la compagnie, soit rescindé et que le règlement suivant lui soit substitué comme Règlement N°1 des Règlements généraux de "Dupresnoy Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle).

Now therefore be it and it is hereby enacted as a By-law of the Company that By-law No. 1 of the general by-laws of the Company be rescinded and that the following be substituted as By-law No. 1 of the general by-laws of "Dupresnoy Mines Limited" (No Personal Liability):

Siège social

1. Le siège social de la compagnie sera à la ville de Noranda, en la province de Québec."

Décrété par les directeurs, ce 16ème jour de novembre 1950.

(Sceau)

Le président,
W. B. MAXWELL.
Le Secrétaire,
A. G. FULTON.

28932

"Principal Office

1. The principal office of the Company shall be at the Town of Noranda, in the Province of Quebec."

Enacted by the Directors this 16th day of November, 1950.

(Seal)

W. B. MAXWELL,
President.
A. G. FULTON,
Secretary.

28932-o

Avis est donné par les présentes que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements de la compagnie "Ladies Free Loan Society", comprenant les articles 1 à 20 inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 16 novembre 1949, ont été approuvés par l'honorable Secrétaire de la Province, le 29 août 1950, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 30e jour d'août 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28935 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-Laws of the "Ladies Free Loan Society", comprising articles 1 to 20 inclusive, as adopted at the general meeting held on November 16th 1949, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on August 29th, 1950, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28935-o Under Secretary of the Province.

MANSIONS LIMITED

Sommaire du Règlement N° 44 des Règlements de la Province

Il a été décrété:

Que les actifs de la Compagnie soient distribués proportionnellement parmi les actionnaires.

Passé à la Cité de Montréal, le 4e jour de décembre 1950.

Le Président,
28936-o PRESTON G. PRINCE.

MANSIONS LIMITED

Summary of By-Law No. 44 of the Company's By-Laws

It was enacted:

That the Assets of the Company be distributed ratably among the Shareholders.

Passed at the City of Montreal, on the 4th day of December, 1950.

PRESTON G. PRINCE,
28936-o President.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le deux décembre 1950, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Union des Travailleurs du Bois de Mégantic", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par le Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28940-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on December 2nd, 1950, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Union des Travailleurs du Bois de Mégantic", and such pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Dated at the office of the Provincial Secretary, December 5, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28940 Under Secretary of the Province,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 1er décembre 1950, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat Professionnel des Employés

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on December 1st, 1950, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat Professionnel

de Dionne Automobiles Enr'g", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5 décembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28940-0 **JEAN BRUCHÉSI.**

BENNETT (QUEBEC) LIMITED

Résumé d'un règlement spécial de la compagnie concernant le paiement des obligations de la compagnie, la distribution de son actif et l'abandon de sa charte, adopté à une assemblée des directeurs tenue le 11 août 1950, ratifié par les actionnaires à la même date.

- a) La compagnie cessera d'opérer sauf pour la liquidation de ses affaires;
- b) La compagnie verra à payer toutes ses obligations;
- c) La compagnie transférera son actif à ses actionnaires au prorata des actions détenues;
- d) Subséquemment la compagnie présentera une requête pour l'abandon de sa charte;

Je, soussigné, Maurice Gagné, avocat, secrétaire de "Bennett (Quebec) Limited", certifié que ce qui précède est un résumé fidèle d'un "Règlement spécial concernant le paiement des obligations, la distribution de l'actif de la compagnie et l'abandon de sa charte" adopté par les directeurs et ratifié par les actionnaires le 11 août 1950.

(Seau)
28945-0 Le Secrétaire,
MAURICE GAGNÉ.

des Employés de Dionne Automobiles Enr'g." and such pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Dated at the office of the Provincial, Secretary, December 5, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28940 Under Secretary of the Province.

(BENNETT (QUEBEC) LIMITED

Summary of a special by-law of the company respecting payment of the liabilities of the company, the distribution of its assets and of surrender of its charter adopted at the meeting of the Directors on August 11, 1950 and ratified by the shareholders on the same date.

- a) The company shall cease to carry on business except for the winding up of its affairs;
- b) The company shall arrange for payment for its liabilities;
- c) The company shall transfer its assets to its shareholders on a prorata basis;
- d) Subsequently the company shall apply for surrender of its charter.

I, the undersigned, Maurice Gagné, advocate, secretary of "Bennett (Quebec) Limited, certify that the above is a faithful summary of a "Special by-law respecting the payment of liabilities, the distribution of the assets of the company and the surrender of its Charter" adopted by the Directors and ratified by the shareholders on August 11, 1950.

(Seal)
28945-0 **MAURICE GAGNÉ,**
Secretary.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés au cours de la présente session.

Aux termes d'une motion adoptée par l'Assemblée législative le 16 novembre 1950, les délais fixés par le règlement concernant la déposition des bills privés chez le secrétaire des comités ont été prolongés au 10 janvier 1951 et ceux de leur présentation au 14 février 1951; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives des bills privés ont été prolongés au 1er février 1951 et ceux de leur réception au 6 février 1951, et les délais prévus pour la réception des rapports des comités élus charges de l'examen des bills privés ont été prolongés au 28 février 1951.

Québec, le 29 novembre 1950.
28908-48-8-0 Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE FROM THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING to private bills to be introduced during the present session.

Under the terms of a motion adopted by the Legislative Assembly on the 16th of November, 1950, the delays fixed by the rules and standing orders concerning the deposit of private bills with the Secretary of Committees have been extended to the 10th day of January, 1951, and those for their presentation to the 14th day of February, 1951; the delays fixed for the presentation of petitions for the introduction of private bills have been extended to the 1st of February, 1951, and those for their reception to the 6th of February, 1951, and the delays prescribed for receiving reports from select committees charged with the examining of private bills have been extended to the 28th of February, 1951.

Quebec, November 29, 1950.
28908-48-8 **ANTOINE LEMIEUX,**
Clerk.

Chartes — Abandon de

AVIS

BURNETT INVESTMENTS INC.

La compagnie "Burnett Investments Inc." donne avis par les présentes qu'elle s'adressera

Charters— Surrender of

NOTICE

BURNETT INVESTMENTS INC.

"Burnette Investments Inc. hereby gives notice that it will make application to the At-

au Procureur général en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'acceptation de l'abandon de sa charte à compter d'une date à être fixée par le Procureur général.

Montréal, le 1er décembre 1950.

28924 Le Secrétaire,
ALEX. ADAMSON.

SANITO CO.

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec et ses amendements que la compagnie, "Sanito Co.", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P.Q. 28 novembre 1950.

28925-o Le Secrétaire,
MARCELLE BÉGIN.

MANSIONS LIMITED

Avis d'application pour permission d'abandonner la charte.

Avis est donné du fait que "Mansions Limited" une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, Province de Québec, demandera au Procureur-général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte en conformité avec les termes de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté en cette cité de Montréal, le quatrième jour de décembre 1950.

28937-o Le Président,
PRESTON G. PRINCE.

BENNETT (QUEBEC) LIMITED

Avis est ici donné que "Bennett (Quebec) Limited", une compagnie formée sous l'autorité de la Loi des Compagnies de Québec et ayant le principal siège de ses affaires dans la Cité de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permission de remettre sa charte suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce quatrième jour de décembre.

(Sceau)

28946-o Le Secrétaire
MAURICE GAGNÉ.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Allen Furs Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 janvier 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1950.

28943 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur

torney General under the provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, December 1st, 1950.

28924-o ALEX. ADAMSON,
Secretary.

SANITO CO.

Notice is given that, pursuant to the Quebec Companies' Act, and amendments thereto, the company "Sanito Co." will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., November 28, 1950.

28925 MARCELLE BÉGIN,
Secretary.

MANSIONS LIMITED

Notice of application for leave to surrender charter.

Notice is hereby given that "Mansions Limited" a Corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its Head Office in the City of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this fourth day of December, 1950.

28937-o PRESTON G. PRINCE,
President.

BENNETT (QUEBEC) LIMITED

Notice is hereby given that "Bennett (Quebec) Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this fourth day of December 1950.

(Seal).

28946-o MAURICE GAGNÉ,
Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Allen Furs Inc.", incorporated by letters patent dated the fifth day of January, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of November, 1950.

28943-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to

général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Canadian Brassières Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de décembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce deux décembre, 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

28943

accept the surrender of the charter of the company "Canadian Brassières Inc.", incorporated by letters patent date the sixth day of September, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

28943-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fur Products Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 janvier 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter 1er décembre 1950 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

28943

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fur Products Inc.", incorporated by letters patent date the fourteenth day of January, 1948.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

28943-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Garage Masson, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mai 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er décembre 1950 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

28943-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Garage Masson, Ltée", incorporated by letters patent dated the 30th day of May, 1949.

Notice is also given that from and after the first day of December 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

28943

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jeni-Lee Incorporated" constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de décembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce deux décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

28943

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jeni-Lee Incorporated", incorporated by letters patent dated the eighteenth day of December, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

28943-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276 article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie Forgues, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mars 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er décembre 1950 ladite compagnie a été dissoute.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie Forgues, Ltée" incorporated by letters patent dated the 23rd day of March, 1950.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1950, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28943-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
28943 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Immeubles St-Charles Garnier, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 novembre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er décembre 1950 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28943-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Immeubles St-Charles Garnier, Limited", incorporated by letters patent dated the 26th day of November, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
28943 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mason & Parker of Canada, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 avril 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er décembre 1950 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28943 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mason & Parker of Canada, Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-seventh day of April, 1931.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
28943-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Newsdealers Supply Company, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 octobre 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28943 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company. "Montreal Newsdealers Supply Company, Limited", incorporated by letters patent dated the fifth day of October, 1922.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28943-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Manganese Mines Limited" (libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par lettres patentes en date du trente juillet 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinzième jour de novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce seize novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28943 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Manganese Mines Limited (No personal liability)", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of July, 1947.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the sixteenth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28943-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Selecta Girdle Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 août 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er décembre 1950 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28943-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Selecta Girdle Inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of August, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
28943 Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Martin Investments, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du trente juillet 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de décembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce deux décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28943 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Martin Investments, Limited" incorporated by letters patent dated the thirteenth day of July, 1943.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
28943-o Deputy Attorney General.

GENERAL EXPORTS LTD.

Selon les disposition de la Loi des Compagnies de Québec, "General Exports Ltd." donne par les présentes avis qu'elle demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa Charte à compter de la date qu'il déterminera.

Montréal, ce 5 décembre 1950.
Les Procureurs de la Compagnie,
28947-o SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH, & DAVIS.

GENERAL EXPORTS LTD.

In accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, "General Exports Ltd." hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from and after such date as he may determine.

Montreal, December 5th, 1950.
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
28947-o CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
Solicitors for the Company.

Compagnie dissoute

Avis est donné par les présentes que "Commercial Realty Company" une compagnie dûment constituée, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 13 septembre 1912, avec siège social à Montréal, dans le district de Montréal, a été dissoute à compter du 29ème jour de novembre 1950, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, (S.R.Q. 1941, chapitre 278).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28926 JEAN BRUCHÉSI.

Company Dissolved

Notice is hereby given that "Commercial Realty Company", a company duly incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act, by letters patent dated September 13th, 1912, with its chief place of business at Montreal, in the District of Montreal, has been dissolved on and from the 29th day of November, 1950, pursuant to the provisions of the Winding-up Act (R.S.Q. 1941, chapter 278).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28926-o Under-Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Dame Aldéa Bélanger, veuve de Louis A. Gosselin, de la Cité de Montréal, Gérard Gosselin, artiste, actuellement résident dans la Cité de

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that Dame Aldéa Bélanger, widow of Louis A. Gosselin, of the City of Montreal, Gérard Gosselin, artist, presently residing in the City of New York,

New York, États-Unis d'Amérique, Marcel Gosselin, technicien, de la Ville Mont-Royal, et Industrial Finance Corporation Limited, une compagnie ayant son bureau-chef dans la Cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à la session actuelle pour obtenir une loi modifiant certaines dispositions d'un acte de donation passé devant Ulric Rabeau, notaire le 10 août 1931, sous le N° 83 de son répertoire, entre feu Louis A. Gosselin et la dite Dame Aldéa Bélanger, comme donateurs, et les dits Gérard Gosselin et Marcel Gosselin, comme donataires, auquel acte de donation la dite Industrial Finance Corporation Limited était intervenante.

Montréal, 13 novembre 1950.

Les Procureurs des requérants,
LÉTOURNEAU, MONK, TREMBLAY,
28785-46-4-o FOREST, GOUBOUT, & DESCHENES.

United States of America, Marcel Gosselin, technician, of the Town of Mount Royal, and Industrial Finance Corporation Limited, a company having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the current session for the passing of an Act varying certain provisions of a deed of donation passed before Ulric Rabeau, notary, the 10th of August, 1931, under No. 83 of his minutes, between the late Louis A. Gosselin and the said Dame Aldéa Bélanger, as donors, and the said Gérard Gosselin and Marcel Gosselin, as donees, to which deed of donation the said Industrial Finance Corporation Limited, was an intervening party.

Montreal, November 13th, 1950.

LETOURNEAU, MONK, TREMBLAY,
FOREST, GOUBOUT & DESCHENES,
28785-46-4-o Attorneys for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le Comté de St-Maurice, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi a) autorisant cette corporation à retenir les services d'un gérant; b) autorisant le secrétaire-trésorier, lorsqu'il doit donner avis d'une résolution relative à une émission d'obligations ou à un emprunt, à le faire au moyen d'un avis succinct décrivant la nature et l'objet de la résolution et invitant les contribuables à en prendre connaissance à son bureau; c) autorisant le paiement aux Commissaires d'écoles d'une compensation annuelle au montant de mille dollars pour le Président et de six cents dollars pour les Commissaires, pour tenir lieu de frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Shawinigan Falls, ce 10 novembre 1950.

Les Procureurs des requérants,
28768-46-4-o DÉSILETS ET DESHAIES.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que messieurs Isidore Jean, Henri McLean, Sylvio Lavoie, Edgar St-Jean, Francis Beaudet, Edgar Maltais et Alfredo Tremblay s'adresseront à la Législature à sa présente session pour lui demander d'adopter une loi pour ériger en municipalité de village, soit le nom de village de Chute aux Outardes, un territoire comprenant une partie du Canton de Ragueneau, une partie de la Rivière aux Outardes et les îles qui s'y trouvent ainsi que les chemins, rues, ruelles ou partie d'iceux le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: Partant d'un point d'intersection de la ligne séparative des lots 9 et 10 du rang I du cadastre officiel du canton de Ragueneau avec la rive droite de la Rivière aux Outardes; de là, toujours en référence au même cadastre, passent par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne séparative des lots 9 et 10 du rang I et celle des lots 7 et 8 du rang II; la ligne séparative des rangs II et III en allant vers le nord-est et son prolongement à travers le bloc A et la Rivière aux Outardes; la rive gauche de la Rivière aux Outardes dans des directions sensiblement sud-est et sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 9 et 10 du rang I et enfin ce dit prolongement jusqu'au point de départ, pour fins municipales seulement et avis est par les présentes donné que messieurs Albert Bouchard, William Tremblay,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Shawinigan Falls, in the County of St-Maurice, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act a) authorizing said Corporation to retain the services of a Manager; b) authorizing the Secretary-Treasurer, when he must publish a notice of a resolution relative to a bond issue or to a loan, to do so by means of a brief notice describing the nature and the object of the resolution and inviting the rate-payers to consult it at his office; c) authorizing the payment to the School Commissioners of an annual compensation amounting to one thousand dollars for the President and to six hundred dollars for the Commissioners, for travelling and intertainment disbursements and other expenses.

Shawinigan Falls, November 10th, 1950.

DÉSILETS AND DESHAIES,
28768-46-4-o Attorneys for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. Isidore Jean, Henri McLean, Sylvio Lavoie, Edgar St-Jean, Francis Beaudet, Edgar Maltais and Alfredo Tremblay, will apply to the Legislature of Quebec at its present session for an Act to incorporate the village of Chute aux Outardes to be formed of a territory comprising part of the township of Ragueneau, part of Rivière aux Outardes and the Island therein as well as the highways, roads, lanes, all other thereof comprised in the following limits, to wit: Starting from the point of extension of the separating line of lots 9 and 10 of range I of the official cadastre of the township of Ragueneau with the northern shore of Rivière aux Outardes, thence, also in reference to the same cadaster through the following lines and demarcations: the said separation line of lots 9 and 10 of range I and that of lots 7 and 8 of range II; the separating line of lots II and III towards the North-East and its extension through block A and Rivière aux Outardes; the left shore of Rivière aux Outardes and approximately South-East and South-West direction to the extension of the separation line of lots 9 and 10 of range I, and finally this said extension to the starting point for municipal purposes only, and notice is hereby given that Messrs. Albert Bouchard, William Tremblay, Emery Tremblay, Horace Chouinard, Basile Tremblay, Antoine Desbiens and Edmond Gauthier, will apply to the Legislature

Horace Chouinard, Basile Tremblay, Emery Tremblay, Antoine Desbiens et Edouard Gauthier s'adresseront à la Législature à sa présente session, pour lui demander d'adopter une loi aux fins de constituer en corporation la municipalité de Ragueneau formée du territoire suivant: Une partie du canton de Ragueneau, une partie de la Rivière aux Outardes et du fleuve St-Laurent et les îles qui s'y trouvent ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point marquant l'axe de la Rivière aux Rosiers, à l'embouchure de la dite rivière; de là, en référence au cadastre officiel pour le canton de Ragueneau, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; l'axe de la Rivière aux Rosiers, jusqu'au prolongement de l'arrière-ligne du canton de Ragueneau; ledit prolongement et la dite arrière-ligne du canton de Ragueneau et son prolongement jusqu'à l'axe de la Rivière aux Outardes; ledit axe de la Rivière aux Outardes jusqu'au prolongement de la ligne nord du Bloc A; ce dernier prolongement jusqu'à la rive gauche de la Rivière aux Outardes; ladite rive gauche de la Rivière aux Outardes jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs II et III; le dit prolongement à travers la Rivière aux Outardes et le bloc A et la dite ligne séparative des rangs II et III jusqu'à la ligne séparative des lots 7 et 8 du rang II; cette dernière ligne et la ligne séparative des lots 9 et 10 du rang I prolongée jusqu'à la rive gauche de la Rivière aux Outardes; la dite rive gauche de la Rivière aux Outardes jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 31 du rang de la Rivière aux Outardes, canton de Manicouagan; une ligne droite imaginaire dans la Rivière aux Outardes et le fleuve St-Laurent jusqu'à un point à une distance de deux milles de l'embouchure de la Rivière aux Rosiers, sur une autre ligne imaginaire originant à l'embouchure de la Rivière aux Rosiers et ayant la direction sud astronomique; enfin cette dernière ligne imaginaire sur une distance de deux milles jusqu'au point de départ, pour fins municipales seulement.

of Quebec at its present session for the adoption of a bill to erect the municipality of Ragueneau formed of the following territory: A territory comprising part of the township of Ragueneau, part of Rivière aux Outardes and St-Lawrence River and the Islands therein, as well as roads, rivers, lakes, water powers, all part thereof, the all comprised in the following limits to wit: Starting from a point indicating the middle of Rivière aux Rosiers to the mouth of the said river; thence with reference to the official cadaster for the township of Ragueneau, through the following lines and demarcations: the middle of Rivière aux Rosiers to its extension to the last line of the township of Ragueneau, the said extension and the said last line of the township of Ragueneau, the said extension and the said last line of the township of Ragueneau and its extension to the middle of Rivière aux Outardes to its extension to the Northern line of block A; this said extension up to the left shore of Rivière aux Outardes; the said left shore of Rivière aux Outardes through the extension of the separating line of lots II and III the said extension through Rivière aux Outardes and block A and the said separating line of ranges II and III up to the separating line of lots 7 and 8 of range II; this last line and the separating line of lots 9 and 10 of range I extended to the Eastern Shore of Rivière aux Outardes, the said Eastern shore of Rivière aux Outardes up to the South West line of lot 31 of Rivières aux Outardes range, in the township of Manicouagan; an imaginary straight line of Rivière aux Outardes and St-Lawrence River and up to a point at a distance of two miles of the mouth of Rivière aux Rosiers, of another imaginary line starting at the mouth of Rivière aux Rosiers and in a South astronomic direction; finally the said last imaginary line for a distance of two miles up to the starting point, for municipal purposes only.

Québec, le 27 novembre 1950.

Quebec, November 27th, 1950.

L'Avocat des pétitionnaires,
28880-48-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,
28880-48-4-o Attorney for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Shawinigan Falls s'adressera à la législature provinciale à sa présente session, pour faire modifier sa charte, le Statut 8, Edouard VII, 1908, Chapitre 95 et les différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes:

- a) Changement de la date de la confection des listes électorales;
- b) L'indemnité des membres du Conseil;
- c) Interdiction ou réglementation des salles de danse;
- d) Réglementation de la construction des bâtisses; et établissement d'un zonage pour fins de protection contre l'incendie et d'urbanisme
- e) Réglementation de l'émission de licences pour postes de taxis et restriction de leur nombre;
- f) Protection du commerce local durant la célébration du Cinquantenaire de la cité.

Public notice is hereby given that the City of Shawinigan Falls will apply to the Provincial Legislature at its present session to obtain certain amendments to its Charter, the Act 8, Edward VII, 1908, Chapter 95 and to various acts amending the same on the following matters.

- a) Changing the dates of the confection of the electoral lists;
- b) The indemnity of the members of the Council;
- c) Regulating or prohibiting dance halls;
- d) Regulating the construction of buildings; and establishing of zoning in connection with fire protection and town planning;
- e) Regulating the issue of licences for taxis stands and limiting the number of taxis;
- f) Protecting the local trade during the celebration of the Fiftieth Anniversary of the City.

Le Procureur de la cité de Shawinigan Falls
28848-47-4-o RENE HAMEL.

RENE HAMEL,
28848-47-4-o Attorney for the city of Shawinigan Falls.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'école pour la municipalité de la cité de Thetford-Mines, dans le comté de Mégantic, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi leur accordant le pouvoir d'imposer et de prélever une taxe de vente de un pour cent dans les limites de la cité de Thetford-Mines.

Thetford-Mines, 15 novembre 1950.

Le Procureur des pétitionnaires,
28800-46-4-o ANTONIO BEAUDOIN, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the City of Thetford-Mines, in the county of Mégantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, granting them the power to impose and levy a sales tax of one per cent, within the limits of the City of Thetford-Mines.

Thetford-Mines, November, 15 1950.

ANTONIO BEAUDOIN, K.C.,
28800-46-4 Attorney for the petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné par la Ville de Plage Laval (Ville de Laval Ouest) qu'elle s'adressera à la Législature provinciale lors de sa session actuelle pour obtenir des amendements à sa charte, entr'autres pour l'établissement d'un dépotoir, et pour contracter un emprunt suffisant pour la construction d'un incinérateur et fosse septique.

Montréal, 29 novembre 1950.

Les Procureurs
de la dite Ville de Plage Laval
(Ville de Laval Ouest),
28891-48-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

NOTICE

Notice is hereby given by Town of Plage Laval (Town of Laval West) that it will apply to the Provincial Legislature at its actual session to obtain amendments to its charter, to wit: for the establishment of a dump and to contract a sufficient loan for the construction of an incinerator and septic trench.

Montreal, November 29th, 1950.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys
for said Town of Plage Laval
(Town of Laval West)
28891-48-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Longueuil s'adressera à la présente session de la Législature de la Province de Québec pour obtenir l'adoption d'une loi interdisant l'affiliation à d'autres associations des membres et officiers de son corps de police et de sa brigade de protection contre l'incendie; pour ratifier ses règlements existant de construction et de zonage et demander l'adoption d'un autre règlement de construction et de zonage sans autre formalité que l'approbation du Conseil municipal et la publication dudit règlement; pour faire amender l'article 2 de la loi 14 George VI chapitre 97 et pour toutes autres fins.

Montréal, le 23 novembre 1950.

Les Procureurs de la Cité de Longueuil,
LAMARRE & LAMARRE.
28862-48-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act prohibiting the affiliation to other associations of the members and officers of its police force and its fire brigade; to ratify its existing building and zoning by-laws and apply for the adoption of another building and zoning by-law without any other formality than that of the approval of the Municipal Council and the publication of the said by-law; to have section 2 of the Act 14 George VI chapter 97 amended and for all other purposes.

Montreal, November 23, 1950.

LAMARRE & LAMARRE,
Attorneys for the City of Longueuil.
28862-48-4

AVIS DE BILL PRIVÉ

Avis est par la présente donné que la Corporation de la Ville de Louiseville, dans le comté de Maskinongé, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session; pour les fins suivantes:

Pour confirmer et ratifier un contrat entre la Corporation de la Ville de Louiseville et The Associated Textiles of Canada Limited, reçu devant Me Jean-Paul Chevalier, notaire, le 19 octobre 1950, en rapport aux taxes municipales devant être payées pour une période de 5 ans par la compagnie Associated Textiles.

Louiseville, le 23 novembre 1950.

Le Procureur de la Ville de Louiseville,
dans le Comté de Maskinongé,
28863-48-4-o RÉMI PAUL.

NOTICE OF PRIVATE BILL

Notice is hereby given that the Corporation of the Town of Louiseville, in the county of Maskinongé, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the following purposes:

To confirm and ratify a contract between the Corporation of the Town of Louiseville, and The Associated Textiles of Canada Limited, passed before Me Jean-Paul Chevalier, notary, on October 19th, 1950, respecting the municipal taxes to be paid for a period of 5 years by the company Associated Textiles.

Louiseville, November 23, 1950.

RÉMI PAUL,
Attorney for the Town of Louiseville,
28863-48-4 in the county of Maskinongé.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Dame Anna Girard, épouse contractuellement séparée

NOTICE

Notice is hereby given that Mrs Anna Girard, wife legally separated as to property of J. Alfred

de biens de J. Alfred Brousseau, de la Ville de Mégantic, district de St. François, sollicitera auprès de la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou à hypothéquer en complète propriété, comme seule propriétaire le lot de terre numéro 2070, sur les plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Mégantic, avec bâtisses, légué avec restrictions par feu Eugène Girard, peintre; de la Ville de Mégantic.

Sherbrooke, le 30 novembre 1950.
Le Procureur de la requérante,
28915-49-4-o ARMAND NADEAU, C.R.

Brousseau, of the Town of Megantic, district of St. Francis, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act authorizing her to sell or mortgage in complete ownership, as sole owner, the lot number 2070, upon the official cadastral plan and in the book of reference of the Town of Megantic, with buildings, donated with restrictions by the late Eugene Girard, painter, of the Town of Mégantic.

Sherbrooke, November 30th 1950.
ARMAND NADEAU, K.C.
28915-49-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné par Dame Angéline Bacon, veuve de Réal Lamontagne, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à sa fille Lise, Roger Lamontagne, commissaire-marchand, René et Raoul Lamontagne, marchands, tous de la Cité d'Outremont, district de Montréal, qu'ils demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, d'adopter une loi pour interpréter et compléter le testament de feu Réal Lamontagne, en son vivant marchand, de la Cité d'Outremont.

Montréal, le 1er décembre 1950.
L'Avocat des requérants,
28916-49-4-o ÉMILIE BRAIS.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by Dame Angéline Bacon, widow of Réal Lamontagne, both personally and as tutrix to her daughter Lise, Roger Lamontagne, salesman, René and Raoul Lamontagne, merchants, all of the city of Outremont, district of Montreal, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its session, for the passing of an Act to interpret and complete the Will of the late Réal Lamontagne, in his lifetime a merchant, of the City of Outremont.

Montreal, December 1, 1950.
ÉMILIE BRAIS,
28916-49-4 Attorney for petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Dame Jeannine Legault, épouse de M. Raymond Girard, de la cité de Verdun, s'adressera à la Législature Provinciale à sa présente session pour demander de corriger le testament du Feu Henri Legault, daté le 4 septembre 1941.

Montréal, le 30 novembre 1950.
Le Procureur de la requérante,
28938-49-4-o ROGER DESMARAIS, C.R.

NOTICE

Notice is hereby given by Mrs. Jeannine Legault, wife of Mr. Raymond Girard, of the city of Verdun, that she shall apply to the Quebec Legislature, durant its present Session to ask to amend the will of the late Henri Legault, dated September 4th 1941.

Montreal, November 30th 1950.
ROGER DESMARAIS, K.C.
28938-49-4-o Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Grand'Mère et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain s'adresseront conjointement à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de ratifier à la fois le règlement numéro 461 de la dite Cité et une résolution desdits Commissaires d'écoles adoptée le 4 décembre 1950; ledit règlement et ladite résolution fixant tous deux, pour fins municipales et pour fins scolaires respectivement, le mode d'évaluation durant une période future de dix années des biens industriels imposables de The Shawinigan Water and Power Company et de Consolidated Paper Corporation Limited dans la municipalité de Grand'Mère; et ledit règlement numéro 461 pourvoyant additionnellement à la tenue de la comptabilité de la Cité, à l'adoption de ses budgets, au maintien de son administration par gérant et au mode d'aviser les compagnies lorsque des règlements sont soumis aux électeurs propriétaires.

Grand'Mère, le 5 décembre 1950.
Le Procureur de la Cité de Grand'-
Mère et des Commissaires d'écoles
pour la municipalité de Grand'-
Mère dans le comté de Champlain,
28948-49-4-o MARCEL CRÊTE.

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère and the School Commissioners for the Municipality of Grand'Mère in the County of Champlain will jointly apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an Act to ratify a by-law of the said City bearing number 461 as well as a resolution of the said School Commissioners adopted on December 4th 1950; both said by-law and said resolution fixing, for ten years, for municipal and for school purposes respectively the mode of valuation of the industrial taxable property of The Shawinigan Water and Power Company and of Consolidated Paper Corporation Limited within the municipality of Grand'Mère; and said by-law number 461 relating additionally to the accountancy of the City, to the adoption of its budgets, to the maintenance of its manager administration system and to the way of advising the companies when by-laws are submitted to the electors who are proprietors.

Grand'Mere, December 5, 1950.
MARCEL CRÊTE,
Attorney for the City of Grand'-
Mere and the School Commission-
ers for the Municipality of Grand'-
28948-49-4-o Mere in the County of Champlain.

Avis est donné que L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, constitué en corporation par la loi 6 Georges V, chapitre 103, s'adressera à la Législature de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir des amendements à ladite loi aux fins suivantes: mieux définir ses buts et certains pouvoirs qu'il a actuellement; acquérir toutes propriétés mobilières et immobilières, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour fins de revenus n'exécède pas la somme de trois cent mille dollars; engager ses biens meubles et immeubles de toutes manières, pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations, contractés spécialement par émission d'obligations ou d'autres titres ou valeurs; définir que les pouvoirs de la corporation seront exercés par son conseil d'administration, composé ainsi qu'il sera statué; abroger l'article 7 de ladite loi et édicter des dispositions relatives à la dissolution de ladite corporation, à la représentation de ses membres par ladite corporation, aux officiers dont la signature liera celle-ci, à la modification du nom corporatif et du siège social de celle-ci, de même qu'à certains établissements et certaines constructions à ériger.

Québec, 5 décembre 1950.

Les Procureurs de L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne,
28949-49-4-o GUÉRARD et PELLAND.

Notice is given that The Institute of the Sisters of the Childhood of Jesus and Mary, or Sisters of St. Chretienne, a body incorporated under the Act 6 George V, chapter 103, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, in order to obtain amendments to said Act, as follows: define more clearly its aims and certain powers that he now possesses; acquire all moveable and immoveable property, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue does not exceed three hundred thousand dollars; encumber its immoveable of immoveable property in any way wer, to secure the payment of its loans of the carrying of its obligations, specially by issuing bonds or other title-deeds or securities; declare that the powers of said corporation shall be exercised by its council of administration, composed in the manner which shall be defined; repeal section seven of said Act and enact dispositions relating to the dissolution of said corporation, to the representation by said corporation of its members, to the officers whose signatures shall bind said corporation, to the altering of its corporate name of the place of its corporate seat, and to certain establishments and buildings to be erected.

Quebec, December 5th, 1950.

GUÉRARD and PELLAND,
Attorneys for The Institute of the Sisters of the Childhood of Jesus and Mary, or Sisters of St. Chretienne.
28949-49-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 2 Georges V, chapitre 73 et amendements, sur les matières suivantes: organiser ou subventionner un service de transport en commun dans ses rues et valider la subvention donnée à la Compagnie des tramways de Montréal durant l'année 1950; pouvoir d'acquérir ou construire tout égout public et imposer taxe pour en payer le coût; exiger compensation pour service d'égouts et pour autres fins.

Montreal, ce 30 novembre 1950.

Les Procureurs de Ville LaSalle,
28950-49-4-o LACROIX, LAFONTAINE & VIAU.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Sainte-Rose s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 8 George V, chapitre 98, sur les matières suivantes: imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citernes ou réservoirs; exiger des propriétaires d'immeubles une taxe pour le service de l'aqueduc lorsque la durée du bail est moindre qu'un an; permettre la modification des quartiers de la ville et faire représenter chacun des quartiers par deux échelons dont l'un sera élu par les propriétaires électeurs seulement et l'autre par tous les électeurs; exiger que chaque construction projetée soit érigé sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; destitution du vérificateur, du directeur de la police et du secrétaire

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of LaSalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: to organize or to subsidize a public service transportation on its streets and to validate the subsidy given to the Montreal Tramways Company for the year 1950; to obtain the power to acquire or to build any public sewers and to impose a tax to pay the costs of same; to exact compensation for the sewer service and for other purposes.

Montreal, November 30th, 1950.

LACROIX, LAFONTAINE & VIAU,
28950-49-4-o Attorneys for the Town of LaSalle

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Sainte-Rose will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law amending its charter the Act 8 George V, chapter 98, for the following purposes: to impose a tax on all the owners or occupants of immoveables of the municipality for the construction of water-works, public wells, cisterns or reservoirs; to exact from the property-owners a compensation for the water service when the term of the lease is under one year; to allow the modification of the wards of the town and to have two aldermen representing each ward, one to be elected by the property-owners only and the other by all the electors; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation of farm lands; proceedings for the execution of permanent works; destitution of the auditor, of the director of the police department and of the secretary-treasurer

trésorier, conformément au chapitre 235 des Statuts Refondus de Québec 1941; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports et pour autres fins.

Montréal, ce 5 décembre 1950.

Les Procureurs de la Ville de Sainte-Rose,
28951-49-4-o LACROIX, LAFONTAINE & VIAU.

according to Chapter 235 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; encouragement to the arts, sciences establishment of recreation centers and organization of games and sports and for all other purposes.

Montreal, December 5th, 1950.

LACROIX, LAFONTAINE & VIAU,
Attorneys for the Town of Sainte-Rose.
28951-49-4-o

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

Department of Agriculture Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 66-50

Order No. 66-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 6 décembre 1950 tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, December 6th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand Inspecteur général des Produits laitiers.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie laitière dans la région de Nicolet.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Nicolet.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Nicolet.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Nicolet.

2° Le région de Nicolet comprend la municipalité de la ville de Nicolet.

2. The region of Nicolet includes the town of Nicolet.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.10 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.10 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Nicolet, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Nicolet offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5° Nul ne peut dans les limites de la région de Nicolet offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Nicolet offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

6° No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N 66-48B, publié dans la Gazette officielle de Québec, du 22 mai 1948 et entrera en vigueur le 16 décembre 1950.

The present Order cancels Order No. 66-48B published in the Quebec Official Gazette of May 22nd, 1948, and shall come into force on October 16th, 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 57-50A

Order No. 57-50A

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 6 décembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10.00 heures a.m.

Meeting of Wednesday, December 6th, 1950 held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10.00 o'clock a.m.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, c.r., Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitier.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C. Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Victoriaville.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Victoriaville.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Victoriaville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Victoriaville.

2° La région de Victoriaville comprend la ville de Victoriaville, la paroisse Ste-Victoire, la ville d'Arthabaska, le village de Warwick et le village de Plessisville.

2. The region of Victoriaville includes the town of Victoriaville, the parish of Ste-Victoire the town of Arthabaska, the village of Warwick and the village of Plessisville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.15 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.15 F.A.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Victoriaville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Victoriaville offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 4½ cents le demiard, 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Victoriaville offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 4½ cents par half-pint, 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 60 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 57-50, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 11 novembre 1950, et l'ordonnance N° 68-48A, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le 16 décembre 1950.

The present Order cancels Order No. 57-50, published in the Quebec Official Gazette of November 11th, 1950, and Order No. 68-48A, published in the Quebec Official Gazette of January 17th, 1948, and shall come into force on December 16th, 1950.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28957-0

28957-0

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1309-44

No. 1309-44

Québec, le 28 novembre 1950.

Quebec, November 28, 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse, dans le comté de Stanstead, le lot 1020 et la partie des lots 1019 et 1138-A du cadastre officiel du canton de Stanstead, appartenant à Monsieur Ambroise Tétreault, et de les annexer à la muni-

Application is made to detach from the School Municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus, parish, in the county of Stanstead, lot 1020 and that part of lots 1019 and 1138-A of the official cadastre for the county of Stanstead, belonging to Mr. Ambroise Tétreault, and to annex them

cipalité scolaire de Saint-Wilfrid-de-Barnston; même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28882-48-2-o par: B.-O. FILTEAU.

N° 828-50.

Québec, le 30 novembre 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Luc, dans le comté de Saint-Jean, le lot 34 du cadastre officiel de la paroisse de St-Luc et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Paroisse de Chambly, dans le comté de Chambly.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28917-49-2-o B.-O. FILTEAU.

N° 770-50.

Québec, le 30 novembre 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 12 juillet 1950, de changer le nom de la municipalité scolaire de Lafèche, dans le comté de Champlain, en celui de "Saint-Stanislas, paroisse" même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28927-o Par B.-O. FILTEAU,

N° 1559-40.

Québec, le 1er décembre 1950.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire du canton de Granby, pour les contribuables protestants seulement à la municipalité scolaire protestante de la Cité de Granby, dans le comté de Shefford.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28952-49-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

to the School Municipality of Saint-Wilfrid-de-Barnston, same county.

per: B. O. FILTEAU,
28882-48-2 The Superintendent of Education.

No. 828-50.

Quebec, November 30, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Luc, in the county of Saint-Jean, lot 34 of the official cadastre for the parish of St-Luc, and to annex it to the school municipality of the Parish of Chambly, in the county of Chambly.

B. O. FILTEAU,
28917-49-2 The Superintendent of Education.

No. 770-50

Québec, November 30, 1950.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated the 12th of July, 1950, to change the name of the school municipality of Lafèche, in the county of Champlain, into that of "Saint-Stanislas, parish", same county.

Per B. O. FILTEAU,
28927 Superintendent of Education.

No. 1559-40

Quebec, December 1, 1950.

Application is made to annex the territory of the school municipality of the Township of Granby, for Protestant taxpayers only, to the Protestant school municipality of the City of Granby, in the county of Shefford.

O. J. DÉSAULNIERS,
28952-49-2 Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la "Cuirs Saguenay Ltée lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 5 février 1940.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 décembre, 1950. 28955-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré lui a présenté une requête à l'effet de modifier comme suit, le décret numéro 561 du 11 mars 1942 et amendements, relatif à la fabrication de boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that Saguenay Leathers Limited has submitted to him a request to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the tanners and curriers in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 523 of February 5, 1940.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 9, 1950. 28955-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has submitted to him a request to amend the decree number 561 of March 11, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the province of Quebec, in the following manner:

Le premier alinéa de l'article IV sera remplacé par le suivant :

"IV Heures de travail et taux de salaire pour travail supplémentaire: La durée du travail pour tous les salariés y compris les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, les gardiens, les employés réposés à la réparation et à l'expédition est de cinquante (50) heures par semaine. Tout travail exécuté les jours de congé et les dimanches ou en plus de cinquante (50) heures par semaine par ces mêmes salariés devra être rémunéré à raison de salaire et demi, mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi lesdits dimanches et jours de congé ne sera pas inclus dans les heures de travail hebdomadaires au moment de calculer le temps supplémentaire de la semaine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 décembre 1950.

28955-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la construction pour les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, lui a présenté une requête à l'effet de modifier comme suit, le décret numéro 2678 du 12 juillet 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville:

Les dispositions suivantes seront ajoutées après le premier alinéa du paragraphe "g" de l'article IV:

"Pour ce qui concerne les rajustements trimestriels, le Comité paritaire prendra comme base l'indice fédéral du coût de la vie des mois de février pour le rajustement de mai, de mai pour août, d'août pour novembre, de novembre pour février."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 décembre 1950.

28955-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1942, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2375 du 11 septembre 1937, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante:

1° L'article VII sera remplacé par le suivant:
"VII.—a.—Taux minima pour le travail à la semaine: L'échelle suivante de salaires minima

The first paragraph of section IV will be replaced by the following:

"IV Hours of Labour and wage rates for overtime work: The duration of work for all employees including stationary engineers and fireman (stokers), maintenance, shipping men, watchman, is fifty hours (50) per week, and any hours of work exceeding fifty (50) hours in any one week or performed on holidays and Sundays by such employees is to be paid at the rate of time and one half, but hours worked and paid at the rate of time and one half on such holidays and Sundays will not be included in the total weekly hours worked when computing the weekly overtime."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 9, 1950.

28955-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Trades Parity Committee for St. Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties has submitted to him a request to amend the decree number 2678 of July 12, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville, in the following manner:

The following provisions will be added after the first paragraph of subsection "g" of section IV:

"As regards quarterly wage readjustments, the Parity Committee shall compute same upon the Federal Cost of Living Index of the month of February for the May readjustment, of May for the August readjustment, of August for the November readjustment, of November for the February readjustment."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 9, 1950.

28955-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941), chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies cloak and suit industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree number 2375 of September 11, 1937, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows:

1. Section VII will be replaced by the following:
"VII. a) Minimum for week work: The following minimum scale of wages shall apply to

s'applique aux salariés ci-après énumérés, et ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement; ils ne doivent pas travailler sur une base de travail à la pièce:

	l'heure	
Coupeur très compétent.....	\$1.28	2-5
Coupeur moins compétent.....	.97	3-5
Coupeur de fournitures.....	.98	4-5
Tailleur de fournitures.....	1.06	3-5
Aide-tailleur de fourrure.....	.79	3-5
Faufleur à la machine.....	.79	3-5
Opérateur de machine spéciale.....	.79	3-5
Poscur de boutons.....	.56	2-5
Ouvrier général.....	.56	2-5
Examineur.....	.56	2-5

b) *Taux minima pour travail à la pièce:* Les salariés des métiers énumérés ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre, l'échelle de salaire suivante s'applique:

	l'heure	
Opérateur compétent.....	\$1.28	2-5
Opératrice compétente.....	1.05	1-5
Opérateur ou opératrice qui travaille ensemble "section operators".....	1.28	2-5
Presseur de dessus.....	1.28	2-5
Presseur à la machine.....	1.28	2-5
Sous-presseur.....	1.22	
Presseur de pièces.....	0.97	3-5
Opérateur moins compétent.....	0.97	3-5
Opératrice moins compétente.....	0.91	1-5
Faiseur de jupes.....	0.79	3-5
Faiseur de doublures.....	0.79	3-5
Finisseur.....	0.79	3-5
Faufleur à la main.....	0.79	3-5

Les taux à la pièce doivent être fixés de telle façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent les taux honoraires minima ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes.

2° L'article IX sera remplacé par le suivant:
"IX. Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser cinq pour cent (5%) de celui des ouvriers employés dans tout établissement.

a) *Apprentis-opérateurs, presseurs et tailleurs de fourrure:* Un appareil opérateur, presseur et tailleur de fourrure est un commençant et doit être rémunéré conformément à l'échelle suivante:

	Par semaine
Premier semestre.....	\$15.40
Après le premier semestre.....	19.28
Après le deuxième semestre.....	23.12
Après le troisième semestre.....	26.96
Après le quatrième semestre.....	30.80
Après le cinquième semestre.....	34.64
Après le sixième semestre.....	38.56

b) *Apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufleurs à la machine, faufleurs à la main et opérateurs de machine spéciale:*

Les apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufleurs à la machine, faufleurs à la main et opérateurs de machine spéciale doivent être rémunérés conformément à l'échelle suivante:

	Par semaine
Premier semestre.....	\$15.40
Après le premier semestre.....	19.28
Après le deuxième semestre.....	23.12
Après le troisième semestre.....	26.96
Après le quatrième semestre.....	31.84

c) *Apprentis-coupeurs et coupeurs de fournitures:*

Un apprenti coupeur et coupeur de fournitures est un commençant et il doit travailler jusqu'à sa qualification comme coupeur très compétent selon l'échelle suivante:

employees hereinafter enumerated, and such employees shall work on an hourly or week work basis only, and such employees shall not work on a piece work basis:

	per hour	
Full skilled cutter.....	\$1.28	2-5
Semi-skilled cutter.....	0.97	3-5
Trimmer.....	0.98	4-5
Fur tailor.....	1.06	3-5
Assistant fur tailor.....	0.79	3-5
Machine baster.....	0.79	3-5
Special machine operator.....	0.79	3-5
Button sewer.....	0.56	2-5
General hand.....	0.56	2-5
Examiner.....	0.56	2-5

b) *Minimums for piece work:* Workers in the crafts enumerated below may work on a piece or week work basis but, in either event, the following scale of wages shall apply:

	per hour	
Skilled operator (male).....	\$1.28	2-5
Skilled operator (female).....	1.05	1-5
Section operator (male and female).....	1.28	2-5
Top presser.....	1.28	2-5
Machine presser.....	1.28	2-5
Under presser.....	1.22	
Piece presser.....	0.97	3-5
Semi-skilled operator (male).....	0.97	3-5
Semi-skilled operator (female).....	0.91	1-5
Skirt maker.....	0.79	3-5
Lining maker.....	0.79	3-5
Finisher.....	0.79	3-5
Hand baster.....	0.79	3-5

Piece work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece work rates shall be the same for male and female employees."

2. Section IX will be replaced by the following:
"IX. Apprentices are limited to five per cent (5%) in number of the workers employed in the respective establishments.

a) *Apprentice Operators, Pressers and Fur Tailors:* An apprentice operator, presser or fur tailor, is a beginner, and shall work under the following schedule:

	per week
First six months.....	\$15.40
At the end of six months.....	19.28
At the end of twelve months.....	23.12
At the end of eighteen months.....	26.96
At the end of twenty-four months.....	30.80
At the end of thirty months.....	34.64
At the end of thirty-six months.....	38.56

b) *Apprentice skirt makers, Lining makers, Finishers, Machine Basters, Hand Basters and Special Machine Operators:*

Apprentice skirt makers, lining makers, finishers, machine basters, hand basters and special machine operators shall work under the following schedule:

	per week
First six months.....	\$15.40
At the end of six months.....	19.28
At the end of twelve months.....	23.12
At the end of eighteen months.....	16.96
At the end of twenty-four months.....	31.84

c) *Apprentice Cutter and Trimmers:*

An apprentice cutter and trimmer is a beginner and shall work until graduation into the craft of a full-skilled cutter-under the following schedule:

	Par semaine		per week
Premier semestre	\$15.40	First six months	\$15.40
Après le premier semestre	19.28	At the end of six months	19.28
Après le deuxième semestre	23.12	At the end of twelve months	23.12
Après le troisième semestre	26.96	At the end of eighteen months	26.96
Après le quatrième semestre	30.90	At the end of twenty-four months	30.90
Après le cinquième semestre	34.64	At the end of thirty months	34.64
Après le sixième semestre	38.56	At the end of thirty-six months	38.56
Après le septième semestre	44.96	At the end of forty-two months	44.96
Après le huitième semestre	51.36	At the end of forty-eight months	51.36

Le Bureau des examinateurs garde sous observation chaque coupeur moins compétent et coupeur de fournitures pour une période minimum de quatre années et décide s'il doit être classifié comme coupeur très compétent.

Lorsque le Bureau des examinateurs juge qu'un candidat est qualifié comme coupeur très compétent, conformément aux définitions de métiers du présent décret, tel candidat est promu au métier de coupeur très compétent et rémunéré à raison de \$51.36 par semaine ou de \$1.28 2/5 l'heure, tel que prévu dans le décret.

Le Bureau des examinateurs peut aussi déterminer que le candidat, quoique n'étant pas assez qualifié pour devenir un coupeur très compétent, est suffisamment qualifié pour obtenir une augmentation de son taux actuel de salaire, s'il reçoit moins que \$51.36 par semaine, et ledit bureau déterminera tel taux en conséquence.

En tout temps après cette période le candidat peut demander au Bureau des examinateurs d'être promu à la classe de coupeur très compétent, et le Bureau des examinateurs doit prendre telle requête en considération conformément aux dispositions ci-haut.

d) *Apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs:*

Les apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs terminent leur apprentissage à l'expiration de dix-huit (18) mois et doivent être rémunérés d'après l'échelle suivante, calculée et fixée conformément aux dispositions du présent décret, à savoir:

	Par semaine
Premier semestre	\$15.40
Après le premier semestre	18.00
Après le deuxième semestre	20.56
Après le troisième semestre	22.60

L'apprentissage des métiers d'aide-opérateur faiseur de doublures, faiseur de jupes, faufileur à la machine et opérateur de machine spéciale, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas de l'opérateur, à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers, d'aide-tailleur, finisseur, faufileur à la main, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas du tailleur de fourrure, à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers de presseur de dessus, sous-presseur et presseur à la machine doit être terminé à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période,

The "Board of Examiners" shall examine each semi-skilled cutter and trimmer employed in the industry for a period of at least four years and shall determine his ability to become a full-skilled cutter.

If the "Board of Examiners" finds the applicant qualified under the definition of full-skilled cutter as contained in the definitions of crafts herein, such applicant shall be promoted to the craft of full-skilled cutter and be paid the minimum rate of 51.36 per week, or \$1.28 2/5 per hour as provided for in the decree.

The "Board of Examiners" may also determine that the applicant although not fully qualified to become a full skilled cutter, is sufficiently qualified to obtain an increase over his present rates of pay if receiving less than \$51.36 per week, and shall determine such rates accordingly.

At any future time the applicant may apply to the "Board of Examiners" for graduation into the class of full-skilled cutter, and the "Board of Examiners" shall forthwith deal with such request on the aforesaid basis.

d) *Apprentice Button-sewers, General Hands and Examiners:*

Apprentice button-sewers, general hands and examiners shall complete their apprenticeship respectively at the end of eighteen (18) months and shall work under the following schedule, also computed and fixed in conformity with the provisions of the present decree, namely:

	per week
First six months	\$15.40
At the end of six months	18.00
At the end of twelve months	20.56
At the end of eighteen months	22.60

All apprenticeship in the crafts of assistant operator, lining maker, skirt maker, machine baster and special machine operator must be completed at the end of the second year and, in the case of the operator, at the end of the third year and irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time and apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeship in the crafts of assistant tailor, finisher, hand baster, shall be completed at the end of the second year and, in the case of a fur tailor, at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeship in the crafts of top-pressers, under-pressers and machine pressers shall be completed at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently,

l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers de coupeur très compétent, coupeur moins compétent et coupeur de fournitures doit être terminé à la fin de la quatrième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

Tous les salariés payés à l'heure ou à la semaine doivent recevoir, à compter du 1er décembre 1950, une augmentation de 7% sur leur taux en vigueur le 30 novembre 1950.

Nonobstant les taux horaires minima du présent décret, tous les taux pour travail à la pièce en vigueur le 30 novembre 1950, doivent être majorés, de 7% à compter du 1er décembre 1950.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 décembre 1950. 28955-0

after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeship in the crafts of full-skilled cutter, semi-skilled cutter and trimmer, must be completed at the end of the fourth year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time and apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All week or hourly workers shall receive on December 1st, 1950, an increase of 7% over their rates of pay prevailing on November 30, 1950.

Notwithstanding the minimum rates per hour set forth in the present decree, all piece-work rates shall be increased on December 1st, 1950, by 7% over and above rates paid on November 30, 1950.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 9, 1950. 28955-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est, de la Province de Québec, établi en exécution du décret numéro 3824 du 12 octobre 1944, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1316 du 30 novembre 1950, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er décembre 1950 au 1er décembre 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3824 et ses amendements, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, established under decree number 3824, of October 12th 1944, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1316 of November 30, 1950, Part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from December 1 1950, to December 1, 1951; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 3824 and its amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allowances.

2. Method of collection

The assessments are payable monthly between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee a complete report, on forms supplied by the said committee, giving the name in full and address of every em-

adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assertion des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Services Hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec, pour la période se terminant le 1er décembre 1951.

HOSPITALIERS DE LA RÉGION DE L'EST LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimés budgétaires pour la période se terminant le 1er décembre 1951.

Recettes :

Cotisations (½ de 1%) :	
Employeurs professionnels	\$ 9,000.00
Salariés	9,000.00
	\$18,000.00

Déboursés :

Salaires : Secrétariat	\$ 8,000.00
Inspection	3,500.00
Loyer	1,000.00
Téléphone	300.00
Ameublement	200.00
Papeterie	600.00
Honoraires-Avocat	900.00
Frais légaux	100.00
Frais de voyages	1,100.00
Honoraires-Vérificateur	100.00
Jetons de présence	1,500.00
Souscription à l'Université Laval	200.00
Dépenses contingentes	500.00
	\$18,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 décembre 1950. 28955-0

Département du trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Transportation Insurance Company", enregistré sous le numéro 507, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 83 qui l'autorise, à compter du 9 octobre 1950, à effectuer dans la

placée en son emploi, la dernière de sa compétence ou classification, le nombre de heures régulières ou heures supplémentaires travaillées chaque semaine, la nature du travail et les salaires payés.

Le rapport, dûment signé par l'employeur professionnel, doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses employés; toutes ces cotisations doivent être payées en argent ayant cours légal dans la Province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger un rapport mensuel sworn des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, for the period ending December 1, 1951.

THE HOSPITAL SERVICE PARITY COMMITTEE FOR THE EASTERN PART OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated budget for the period, ending December 1, 1951.

Receipts :

Assessments (½ of 1%) :	
Professional employers	\$ 9,000.00
Employees	9,000.00
	\$18,000.00

Disbursements :

Salaries: Secretary's office	\$ 8,000.00
Inspection	3,500.00
Rent	1,000.00
Telephone	300.00
Furniture	200.00
Stationery	600.00
Legal adviser's fees	900.00
Legal charges	100.00
Travelling expenses	1,100.00
Auditor's fees	100.00
Meeting expenses	1,500.00
Subscription to Laval University	200.00
Unforeseen expenses	500.00
	\$18,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 9, 1950. 28955-0

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Transportation Insurance Company" registered under number 507 has obtained the license and certificate of registration number 83 authorizing it, as from the 9th of October 1950, to undertake in the

Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Chicago, État de l'Illinois, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. P.-P. de la Bruère, 231 Ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 25 novembre 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 Surintendant des assurances.

28881-48-2-o

Province contracts of insurance of the following classes, Accident: Sickness.

The head office of the company is situated at Chicago, State of Illinois, United States of America.

The company has appointed Mr. P.P. de la Bruère, 231 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 25th of November 1950.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 Superintendent of Insurance.

28881-48-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Aluminum Company of Canada, Limited Shawinigan Works Employees' Mutual Benefit Association", constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de l'article 66 de la Loi des assurances, Chapitre 299, S.R. 1941, et enregistrée sous le numéro 237, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement N° 1063 qui l'autorise, à compter du 29 novembre 1950, à accorder à ses membres des bénéfices en cas d'accident et de maladie.

Le siège social de la société est situé à Shawinigan Falls, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 29 novembre 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 Surintendant des assurances.

28892-48-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Aluminum Company of Canada, Limited Shawinigan Works Employees' Mutual Benefit Association", incorporated as a mutual benefit association in accordance with the provisions of section 66 of the Quebec Insurance Act, Chapter 299, R.S. 1941, and registered under number 237, has obtained the license and certificate of registration No. 1063 authorizing it, as from the 29th of November 1950, to grant to its members accident and sickness benefits.

The head office of the society is situated at Shawinigan Falls, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 29th of November 1950.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 Superintendent of Insurance.

28892-48-2-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1951 — Examinations of January, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Belleau	Massue	24	Ottawa.

Hull, le 28 novembre 1950 — Hull, November 28, 1950.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
R. MILLER WALLACE,
 Secretary of the Bar of Hull.

28893-48-2-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1951 — Examinations of January, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Daviault	André	27	Berthierville.

Joliette, le 28 novembre 1950 — Joliette, November 28th, 1950.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
 Secretary of the Bar of Laurentides.

28893-48-2-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1951 — Examinations of January, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Ago	Résidence Residence
McDonald	Paul Francis, Alexander	24	Chapeau, P. Q.

Hull, le 30 novembre 1950 — Hull, November 30, 1950.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
 R. MILLER WALLACE,
 Secretary of the Bar of Hull.

28958-49-2-o

Greffes de Notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Bernard Cormier, notaire demeurant et exerçant à Beloeil, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me A. M. Cormier et Me J. P. M. Bédard, notaires décédés.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries by Me Bernard Cormier, Notary residing and practising at Beloeil, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me A. M. Cormier and Me J. P. M. Bédard, deceased Notaries.

Montréal, 2 décembre 1950.

Montreal, December 2nd, 1950.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
 des Notaires,

ARTHUR COURTOIS,
 Secretary-Treasurer of the Board
 of Notaries.

28928-o

ARTHUR COURTOIS.

28928-o

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, 2 novembre 1950.

Quebec, November 2, 1950.

M. W. H. Bradley, avocat, de la cité de Sherbrooke, et M. Renault St-Laurent, avocat, de la cité de Québec, tous deux membres du Barreau de la province: conseils en loi du Roi.

Mr. W. H. Bradley, advocate, of the city of Sherbrooke, and Mr. Renault St-Laurent, advocate, of the city of Quebec, both members of the Bar of the Province: King's Counsel.

28934-o

28934

Proclamation

Proclamation

Canada,
 Province de
 Québec.
 [L. S.]

GASPARD FAUTEUX

Canada,
 Province of
 Quebec.
 [L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi
 A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.
 To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT:

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
 L. DÉSILETS. } ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 3 de la Loi des palais de justice et prisons (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 31), le lieutenant-gouverneur peut,

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. } WHEREAS under the authority of section 3 of the Court House and Goal Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 31), the Lieutenant-Governor may, by proclamation,

par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district;

ATTENDU QUE, sous l'autorité d'une proclamation en date du 3 décembre 1928, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 7 décembre 1928, page 4180, les prisons établies dans les districts judiciaires alors existants ont été déclarées communes les unes aux autres;

ATTENDU QUE, depuis la publication de cette proclamation, de nouveaux districts judiciaires ont été organisés et qu'ils y a lieu de décréter qu'une proclamation soit émise pour ordonner que, dans la province, toute prison d'un district judiciaire soit déclarée la prison commune et la maison de correction d'un autre district judiciaire.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil No. 1238 du 16 novembre 1950, et conformément aux dispositions de l'article 3 de la Loi des palais de justice et prisons (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 31), Nous a avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que toutes les prisons établies dans chacun des districts judiciaires d'Abitibi, d'Arthabaska, de Beauce, de Beauharnois, de Bedford, de Bonaventure, de Chicoutimi, de Gaspé, de Hull, d'Iberville, de Joliette, de Kamouraska, de Labelle, de Montmagny, de Montréal, de Pontiac, de Québec, de Richelieu, de Rimouski, de Roberval, de Rouyn-Noranda, de Saguenay, de St-François, de St-Hyacinthe, de Témiscamingue, de Terrebonne et de Trois-Rivières soient communes les unes aux autres.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOINS: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

28941-0

when he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of Justice, order that the common gaol of a district shall be also the common gaol and house of correction of any other district;

WHEREAS under the authority of a proclamation dated the 3rd day of December, 1928, published in the *Quebec Official Gazette* of the 7th of December, 1928, on page 4180, the gaols established in the judicial districts then existing were declared common one to the others;

WHEREAS, since the publication of the said proclamation, new judicial districts have been organized and it is expedient to enact that a proclamation be issued to order that, in the Province, any gaol in a judicial district be declared the common gaol and house of correction of any other judicial district.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 1238 of the 16th of November, 1950, and pursuant to the provisions of section 3 of the Court House and Gaol Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 31), We have enacted and ordered and do hereby enact and order that all gaols established in each of the judicial districts of Abitibi, Arthabaska, Beauce, Beauharnois, Bedford, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Hull, Iberville, Joliette, Kamouraska, Labelle, Montmagny, Montreal, Pontiac, Quebec, Richelieu, Rimouski, Roberval, Rouyn-Noranda, Saguenay, St. Francis, St-Hyacinthe, Témiscamingue, Terrebonne and Trois-Rivières be common one to the others.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed,

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., DD.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Twenty-seventh day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty and the fourteenth, year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28941

Sièges sociaux

Canada, Province de Québec, District de Québec

DUMAIS FRÈRES LIMITÉE
DUMAIS BROTHERS LIMITED

Avis de la Situation du Bureau Principal

Avis est donné que la compagnie "Dumais Frères Limitée"—"Dumais Brothers Limited," constituée en corporation en date du vingt-huitième jour d'août 1950, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au Centre Industriel St-Malo.

Head Offices

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

DUMAIS FRÈRES LIMITÉE
DUMAIS BROTHERS LIMITED

Notice of Situation of Head Office

Notice is hereby given that the company "Dumais Frères Limitée"—"Dumais Brothers Limited", incorporated under date the twenty-eighth day of August, 1950, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at the "Centre Industriel St-Malo".

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce septième jour de septembre 1950.

28929-o Le Président,
DENIS DUMAIS.

Province de Québec — District de Montréal

VAL ROYAL BUILDING MATERIALS LTD.
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION VAL ROYAL LTÉE

Avis est donné par les présentes que "Val Royal Building Materials Ltd."—"Matériaux de Construction Val Royal Ltée" compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 septembre 1950, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 12100, blvd Reed, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ladite adresse sera considérée par la compagnie comme étant celle de son siège social.

Daté à Montréal, Qué., le 27 novembre 1950.

28930 Le Président,
L. C. CARROLL.

DUPRESNOY MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné par les présentes que "Dupresnoy Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes émises le 27 mars 1944, ayant son siège social et sa principale place d'affaires, jusqu'à date de cet avis, à Duparquet, dans le canton de Duparquet, dans le district d'Abitibi, Québec, a transféré son siège social et sa principale place d'affaires à Chambre 3, no 180, 3ème avenue, en la ville de Noranda, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau, en la ville de Noranda, sera considéré par la compagnie comme étant son siège social et sa principale place d'affaires.

Daté ce 24ème jour de novembre 1950.

28931 DUPRESNOY MINES LIMITED,
(Libre de responsabilité personnelle),
Le Secrétaire,
A. G. FULTON.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this seventh day of September, 1950.

28929 DENIS DUMAIS,
President.

Province of Quebec — District of Montreal

VAL ROYAL BUILDING MATERIALS LTD.
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION VAL ROYAL LTÉE

Notice is hereby given that "Val Royal Building Materials Ltd."—"Matériaux de Construction Val Royal Ltée, a company incorporated by Letters Patent dated September 7, 1950, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at number 12100 Reed Blvd., Montreal.

From and after the date of the present notice, the said address will be considered by the Company as being that of its Head Office.

Dated at Montreal, Que., this November 27, 1950.

28930-o L. C. CARROLL,
President.

DUPRESNOY MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Dupresnoy Mines Limited" (No Personal Liability) incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent granted on the 27th day of March, 1944, having its head office and chief place of business up to the date of this notice at Duparquet, in the Township of Duparquet, in the District of Abitibi, Quebec, has moved its head office and chief place of business to Room 3, No. 180, 3rd Avenue in the Town of Noranda, Quebec.

From and after the date of this notice the said office at the Town of Noranda shall be considered by the Company as being the head office and chief place of business of the Company.

Dated this 24th day of November, 1950.

28931-o DUPRESNOY MINES LIMITED,
(No Personal Liability),
A. G. FULTON,
Secretary.

Soumissions

CORRECTION

VILLE DE MACKAYVILLE
(COMTÉ DE CHAMBLY)

Dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 décembre 1950, à la page 3073, la date de l'ouverture des soumissions a été omise dans l'avis No. 28875. La séance d'ouverture sera tenue le 18 décembre 1950, à 8.00 heures p. m.
28918A-X-O

CORRECTION

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE
DITTON
(COMTÉ DE COMPTON)

On est prié de noter sur l'avis N° 28904 paru dans *La Gazette officielle de Québec* du 2 décembre

Tenders

CORRECTION

TOWN OF MACKAYVILLE
(COUNTY OF CHAMBLY)

In the December 2nd, 1950 Edition of the *Quebec Official Gazette*, at page 3073, the date of opening of tenders was omitted in notice No. 28875. The opening meeting will be held on December 18th, 1950, at 8.00 o'clock p.m.
28918A-X-O

CORRECTION

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF
DITTON
(COUNTY OF COMPTON)

Please note that on notice No. 28904 published in the *Quebec Official Gazette* of December 2nd

1950, à la page 3069, que les obligations seront remboursables du 1er janvier 1952 au 1er janvier 1971. Les octrois sont payables de 1952 à 1956 inclusivement.
28942-o

1950, at page 3069, that the bonds are redeemable from January 1st, 1952 to January 1st, 1971. The grants are payable from 1952 to 1956 inclusively.
28942-o

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No. 119. "En faillite".

Dans l'affaire de la faillite de: Gaston Rondeau, Garagiste, 2058 Sicard, Montréal. Cédant auto-risqué.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant savoir:

Désignation

"Deux lots de terre ayant front sur la douzième Avenue dans le quartier Rosemont de la cité de Montréal, portant les numéros huit et neuf sur le plan de subdivision du lot originaire désigné par le numéro Cent soixante-dix-sept sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la côte de la Visitation (Nos. 177-8-9) avec garage, portant le No. civique 5363, 12e Avenue Rosemont.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble."

Sera vendu en vertu d'un jugement de la cour Supérieure (en faillite), rendu le 22 novembre 1950, à l'enchère publique conformément à l'article 55, de la Loi de Faillite, de manière à donner à cette vente l'effet du décret au bureau du shérif du district de Montréal, Palais de Justice, Montréal, VENDREDI le 5 JANVIER 1951 à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: Comptant.

En sus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges d'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
Perras & Perras, Syndics-Licenciés,
4 est, rue Notre-Dame, Montréal. 28899-48-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 119. (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of: Gaston Rondeau, garage keeper, 2058 Sicard, Montreal, Authorized Assignor.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, namely:

Description

Two lots of land fronting on Twelfth Avenue in Rosemount Ward of the City of Montreal, bearing numbers eight and nine on the subdivision plan of original lot described as number one hundred and seventy-seven on the official plan and in the book of reference for the Incorporated Village of Côte de la Visitation (Nos. 177-8-9) with a garage, bearing civic No. 5363, 12th Avenue, Rosemount.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable.

To be sold in virtue of a judgment of the Superior Court (Sitting in Bankruptcy), rendered the 22nd day of November, 1950, by public auction pursuant to section 55 of the Bankruptcy Act, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the office of the Sheriff for the district of Montreal, Court House, Montreal, on FRIDAY, the FIFTH day of JANUARY, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the Government fees of 2½% according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
Perras & Perras, Licensed Trustees,
4 Notre-Dame St. East, Montreal 28899-48-2

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HULL

HULL

Cour Supérieure — District de Hull

Superior Court — District of Hull

No. 125. { DONALD ST. LAURENT, gardien-commis, des cité et district de Hull, tant personnellement qu'en sa qualité d'héritier de son père, feu Joseph Octave St-Laurent, de son vivant des mêmes lieux, demandeur vs RENÉ EMMANUEL ST. LAURENT, de la cité de New-York dans l'État de

No. 125. { DONALD ST. LAURENT, warden and clerk, of the city and district of Hull, both personally and as heir to his father, the late Joseph Octave St. Laurent in his lifetime of the same place, plaintiff; vs RENÉ EMMANUEL ST. LAURENT, of the city of New York, in the State of New York, one

New-York, l'un des États-Unis d'Amérique; ARSENE ST. LAURENT, de la Cité de Détroit, dans l'état de Michigan, l'un des États-Unis d'Amérique; JEANNE ST. LAURENT, épouse de J. A. Major et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, et Dame MARIE-ANGE CYR, veuve de Octave Provin St. Laurent de l'endroit appelé Cyrville, dans la province d'Ontario, tous tant personnellement qu'en leur qualité d'héritier de leur père ledit J. Octave St. Laurent, en son vivant des cité et district de Hull, défendeurs, et RODRIGUE BÉDARD, avocat et conseiller en loi du Roi, des cité et district de Hull, distrayant.

1° Tout ce lot ou morceau de terre composé de la moitié Est du lot numéro soixante-quinze du cadastre pour le quartier numéro trois de la cité de Hull, borné comme suit: — En front vers le sud par la rue St. Étienne, vers l'est par la rue St. Henri, vers l'ouest par la moitié ouest du lot soixante-quinze et vers le nord par la ligne de division entre ledit lot soixante-quinze et le lot numéro soixante-huit du même quartier, ou par le terrain ci-après décrit;

2° Tout ce morceau de terre composé du quart sud-est du lot numéro soixante-huit dudit quartier numéro trois de la cité de Hull, borné comme suit: vers l'Est par la rue St. Henri, vers le nord par le quart nord-est dudit lot soixante-huit, vers l'Ouest par le quart sud-ouest dudit lot soixante-huit et vers le sud, par le terrain ci-dessus en premier lieu décrit.

Les dits deux morceaux de terre mesurant ensemble quarante-huit pieds et demi dans les lignes nord et sud par quatre-vingt-dix-neuf pieds dans les lignes est et ouest, le tout plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, au bureau du Shérif au Palais de justice, en la cité de Hull le 19 JANVIER 1951 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Hull, le 5 décembre 1950. [Première insertion: 9 décembre 1950]

Le Shérif,
I. ST-PIERRE
28953-49-2-0

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour du Magistrat

District de Montmagny, N° 15114. { TÉLESOPHORE COULOMBE, négociant, de la ville de Montmagny, demandeur, vs PAUL-ÉMILE GIASSON, du quartier industriel, ville de Montmagny, district de Montmagny, défendeur.

Une maison en bois construite sur un emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny partie annexée à la ville de Montmagny, comme étant partie du lot numéro soixante-et-onze (71) de onze cent soixante-neuf (1169) et partie du lot numéro sept cent cinquante-sept (757) de onze cent soixante-neuf (1169), ledit emplacement étant la propriété dudit Télesphore Coulombe.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Thomas de Montmagny, le SEIZIÈME jour de JANVIER 1951, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Montmagny, le 4 décembre 1950. [Première insertion: 9 décembre 1950]

Le Shérif,
J. ERNEST BERNIER.
28959-49-2-0

of the United States of America; ARSENE ST. LAURENT, of the city of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America; JEANNE ST. LAURENT, wife of J. A. Major, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, both of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, and Dame MARIE ANGE CYR, widow of Octave Provin St. Laurent, of the place called Cyrville, in the Province of Ontario, all both personally and as heirs to their father, the said J. Octave St. Laurent, in his lifetime of the city and district of Hull, defendants; and RODRIGUE BÉDARD advocate and King's Counsel, of the city and district of Hull, distracting for costs.

1. All that lot or parcel of land composed of the East half of lot number seventy-five on the cadastre for the Ward number three of the city of Hull, bounded as follows: In front, towards the south by St. Etienne street, on the east by St. Henri street, on the west, by the west half of said lot seventy-five and on the north by the division line between said lot seventy five and lot number sixty-eight of the same ward, or by the lot of land hereinafter described;

2. All that parcel of land composed of the southeast quarter of lot number sixty-eight of said Ward number three of the city of Hull bounded as follows: towards the east by St. Henri street, towards the north by the northeast quarter of said lot sixty-eight, towards the west by the southwest quarter of said lot sixty-eight and towards the south by the lot of land above firstly described.

These two parcels of land measure together forty-eight feet and one half in the north and south lines by ninety-nine feet in the east and west lines, the whole more or less, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Hull, on the NINETEENTH day of JANUARY, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Hull, December 5, 1950. [First Insertion: December 9, 1950]

I. ST-PIERRE,
Sheriff.
28953-49-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

District of Montmagny, No. 15114. { TÉLESOPHORE COULOMBE, of the town of Montmagny, plaintiff vs PAUL-ÉMILE GIASSON, industrial district, town of Montmagny, district of Montmagny, defendant.

A wooden house situate on an emplacement known and designated upon the official cadastre of the parish of St-Thomas of Montmagny, being now annexed to the town of Montmagny, as a subdivision of lot number seventy-one (71) of eleven hundred and sixty-nine (1169) and subdivision of lot number seven hundred and fifty-seven (757) of eleven hundred and sixty-nine (1169), the said emplacement being the property of the said Télesphore Coulombe.

To be sold, at the church door of St-Thomas of Montmagny, on the SIXTEENTH day of JANUARY 1951, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff Office, December 4, 1950. [First insertion: December 9, 1950]

J. ERNEST BERNIER,
Sheriff.
28959-49-2-0

RIMOUSKI

Canada, Province de Québec.
Cour de Magistrat

District de Rimouski, { **PHILIPPE LEFRAN-**
N° 21199. { **ÇOIS**, commerçant,
{ domicilié à Sayabec, Cté
de Matapédia, District de Rimouski, demandeur
vs Dame Ve **ÉMILE PLOURDE**, demeurant à
Sayabec, cté de Matapédia, district de Rimouski,
défenderesse.

Partie du lot numéro cent vingt quatre
(P 124) au cadastre officiel de la paroisse de
Sayabec, borné au nord à Richard Hudon et Alphonse
Lacroix, au Sud et à l'ouest à Alphonse
Lacroix, à l'ouest à la rue Lacroix, avec bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire le terrain N° 124, au cadastre officiel
de la paroisse de Sayabec, obtenu par bail
emphytéotique, le nouveau propriétaire sera soumis
aux mêmes conditions du dit bail.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sayabec
le 19 DÉCEMBRE 1950 à DEUX heures de
l'après-midi.

28804-46-2-o Le Shérif,
CHARLES GARON.
[Première insertion: 18 novembre 1950]

Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, { **CANADIAN OIL CO.**
District de Rimouski, { **LTD.**, corporation
N° 21710. { légalement constituée,
{ ayant son siège social
dans la cité de Montréal, district de Montréal,
vs **ANDRÉ HALLÉ**, de St-Léon Le Grand,
comté de Matapédia, district de Rimouski.

a) Un terrain situé en la paroisse de St-Léon
le Grand, contenant 127 pieds derrière le terrain
de l'acheteur, 90 pieds de largeur à l'autre bout,
sur 56 pieds de profondeur du côté est et 50 pieds
de profondeur du côté ouest, borné au nord au
terrain de l'acheteur, au sud, à l'est et à l'ouest
au terrain du vendeur, faisant partie et à
distraire ledit terrain du lot connu et désigné sous
le numéro vingt-neuf-un-B (p. 29-1-B) du
cadastre officiel du rang Un du canton Pineault,
avec bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

b) Un terrain situé dans la paroisse de St-
Léon le Grand, faisant partie et à distraire du
lot connu et désigné sous le numéro vingt-neuf-
un-B, (P. 29-1-B) du cadastre officiel du rang
un, du canton Pineault, ledit terrain mesurant
75 pieds de largeur le long du chemin public et
au bout de la profondeur sur 130 pieds de
profondeur à partir du chemin public dans la ligne
du côté est et 115 pieds de profondeur à partir
du chemin public dans la ligne du côté ouest au
sud par le reste par le terrain de Jean Lévesque,
avec bâtisses dessus construites, circonstances,
et dépendances.

c) Un terrain situé dans ladite paroisse de
St-Léon le Grand, faisant partie et à distraire
du lot connu et désigné sous le numéro vingt-
neuf-un-B (P. 29-1-B) du cadastre officiel du
rang un du canton Pineault, ledit terrain borné
au nord par le terrain de Dame Vve Adélar
Boudreault, à l'est par le reste de la terre du
vendeur, au sud par un chemin ou rue projetée,
à l'ouest par un terrain appartenant à l'acheteur,
mesurant 50 pieds de longueur dans les lignes

RIMOUSKI

Canada, Province of Quebec
Magistrate's Court

District of Rimouski, { **PHILIPPE LEFRAN-**
No. 21199. { **ÇOIS**, merchant, do-
{ miciled at Sayabec, coun-
ty of Matapédia, district of Rimouski, plaintiff;
vs Dame Wid. **ÉMILE PLOURDE**, residing
at Sayabec, county of Matapédia, district of
Rimouski, defendant.

Part of lot number one hundred and twenty-
four (Pt 124) of the official cadastre for the parish
of Sayabec, bounded on the north by Richard
Hudon and Alphonse Lacroix, on the south and
east by Alphonse Lacroix, on the west by Lacroix
street — with buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be deducted the lot of land No. 124, of the
official cadastre for the parish of Sayabec, ob-
tained by emphyteutic lease, the new proprietor
to be subject to the same conditions of the said
lease.

To be sold at the church door of Sayabec, on
the NINETEENTH day of DECEMBER, 1950,
at TWO o'clock in the afternoon.

28804-46-2 **CHARLES GARON,**
Sheriff.
[First insertion: November 18, 1950]

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, { **CANADIAN OIL Co.**
District of Rimouski, { **LTD.**, a body politic
No. 21710. { and corporate, having
{ its head office in the city
of Montreal, district of Montreal; vs **ANDRÉ**
HALLÉ, of St-Léon le Grand, county of Mata-
pédia, district of Rimouski.

a) A lot of land situate in the parish of St-
Léon le Grand, measuring 127 feet in rear of
the land of the purchaser, 90 feet in width at
the other end, by 56 feet in depth on the east
side and 50 feet in depth on the west side.
Bounded on the north by the land of the pur-
chaser, on the south, the east and the west by
the land of the vendor, forming part of and to be
deducted from the said lot of land the lot known
and designated under number twenty-nine-
one-B (Pt. 29-1-B) of the official cadastre for
range One of the township Pineault, with build-
ings thereon erected, circumstances and depen-
dencies.

b) A lot of land situate in the parish of St-
Léon le Grand, forming part of and to be de-
ducted from the lot known and designated under
number twenty-nine-one-B (Pt. 29-1-B) of the
official cadastre for range one, of the township
Pineault, the said lot of land measuring 75 feet
in width along the public road and at the end
of the depth by 130 feet in depth starting from
the public road in the east side line and 115
feet in depth starting from the public road in
the west side line, on the south by the residue
of the land of Jean Levesque, with buildings
thereon erected, circumstances and dependen-
cies.

c) A lot of land situate in the said parish of
St-Léon le Grand, forming part of and to be
deducted from the lot known and designated
under number twenty-nine-one-B (Pt. 29-1-B)
on the official cadastre for range one of the
township Pineault, the said lot of land is bounded
on the north by the land of Dame Widow Adé-
lar Boudreault, on the east by the remainder
of the land of the vendor, on the south by a
proposed road or street, on the west by a lot of

des côtés sud, avec bâtisses desus construites, circonstances et dépendances.

d) Un terrain situé dans la paroisse de St-Léon le Grand, faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro vingt-neuf-un-C (p. 29-1-C) du cadastre officiel du rang 1, canton Pineault, ledit terrain mesurant 75 pieds de front le long de la rue et à l'arrière sur 63 pieds de profondeur à partir de la rue, borné à l'ouest à la rue, au nord à une écarre, à l'est par le terrain de Wilfrid Bernier et au sud par le terrain restant au vendeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Léon le Grand, le DIX-HUIT DÉCEMBRE 1950, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
CHAS GARON.
28803-46-2-o
[Première insertion: 18 novembre 1950]

land belonging to the purchaser, measuring 50 feet in length in the south side line, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

d) A lot of land situate in the parish of St-Léon le Grand, forming part of and to be deducted from the lot known and designated under number twenty-nine-one-C (Pt. 29-1C) on the official cadastre for range 1, township Pineault, the said lot of land measuring 75 feet in front along the street and in rear, by 63 feet in depth starting at the street, bounded on the west by the street, on the north by a gap, on the east by the land of Wilfrid Bernier and on the south by the land remaining to the vendor, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of St-Léon le Grand, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1950, at TWO o'clock in the afternoon.

CHAS GARON,
Sheriff.
28803-46-2
[First insertion: November 18, 1950]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 49

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bibeau vs Roy	3096
Dasewicz vs Leshehynski	3096
Matz vs Hellman	3096

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1316, section "D" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval	3097
1316, section "E" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec	3098
1316, section "F" — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal	3096

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3085

AVIS DIVERS:

Bennett (Quebec) Limited (Distribution de l'actif)	3103
Burnett Investments Inc. (Distribution de l'actif)	3101
Concernant l'abolition de la Cour des commissaires d'Asbestos	3000
Dupresny Mines Limited (Règlement)	3101
Hodge Bros. Ltd. (Directeurs)	3100
Ladies Free Loan Society (Règlements)	3102
L'Union des Travailleurs du Bois de Mégantic (Existence terminée)	3102
Mansions Limited (Distribution de l'actif)	3102
Syndicat Professionnel des Employés de Dionne Automobiles Enr'g (Existence terminée)	3102
The Shawinigan Water and Power Company et al (Modifications des taux)	3100
The Tetreaultville Women's Club (Directeurs)	3101
Waterloo School of Ballet Incorporated (Règlement)	3110

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront

Index of the Quebec Official Gazette, No. 49

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bibeau vs Roy	3096
Dasewicz vs Leshehynski	3096
Matz vs Hellman	3096

ORDERS IN COUNCIL:

1316, part "D" — Barber and hair-dressing trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval	3097
1316, part "E" — Barber and hair-dressing trades in the district of Quebec	3098
1316, part "F" — Construction industry and trades in the district of Montreal	3096

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3085

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bennett (Quebec) Limited (Distribution of the assets)	3103
Burnett Investments Inc. (Distribution of the assets)	3101
Concerning the discontinuance of the Commissioners' Court of Asbestos	3000
Dupresny Mines Limited (By-Law)	3101
Hodge Bros. Ltd. (Directors)	3100
Ladies Free Loan Society (By-Laws)	3102
L'Union des Travailleurs du Bois de Mégantic (Existence terminated)	3102
Mansions Limited (Distribution of the assets)	3102
Syndicat Professionnel des Employés de Dionne Automobiles Enr'g (Existence terminated)	3102
The Shawinigan Water and Power Company et al (Adjustments of the rates)	3100
The Tetreaultville Women's Club (Directors)	3101
Waterloo School of Ballet Incorporated (By-Law)	3101

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be intro-

présentés au cours de la présente session..... 3103

duced during the present session.... 3103

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Allen Furs Inc.	3104
Bennett (Quebec) Limited	3104
Burnett Investments Inc.	3103
Canadian Brassières Inc.	3104
Fur Products Inc.	3105
Garage Masson, Ltée.	3105
General Exports Ltd.	3107
Jeni-Lee Incorporated	3105
La Compagnie Forgues, Ltée.	3105
Les Immeubles St-Charles Garnier, Li- mitée.	3106
Mansions Limited	3104
Mason & Parker of Canada Limited. .	3106
Montreal Newsdealers Supply Com- pany, Limited.	3106
Quebec Manganese Mines Limited. .	3106
Sanito Co.	3104
Selecta Girdle Inc.	3107
The Martin Investments, Limited.	3107

Allen Furs Inc.	3104
Bennett (Quebec) Limited	3104
Burnett Investments Inc.	3103
Canadian Brassières Inc.	3104
Fur Products Inc.	3105
Garage Masson, Ltée.	3105
General Exports Ltd.	3107
Jeni-Lee Incorporated	3105
La Compagnie Forgues, Ltée.	3105
Les Immeubles St-Charles Garnier, Li- mitée.	3106
Mansions Limited	3104
Mason & Parker of Canada, Limited. .	3106
Montreal Newsdealers Supply Com- pany, Limited.	3106
Quebec Manganese Mines Limited. .	3106
Sanito Co.	3104
Selecta Girdle Inc.	3107
The Martin Investments, Limited.	3107

COMPAGNIE DISSOUE:

COMPANY DISSOLVED:

Commercial Realty Company

Commercial Realty Company

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Bélanger, Dame Aldéa <i>et al.</i>	3107
Chute aux Outardes, village de <i>et al.</i> ...	3108
Girard, Dame Anna.	3110
Grand'Mère, cité de <i>et al.</i>	3111
L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte- Chrétienne.	3112
LaSalle, ville de	3112
Longueuil, cité de	3110
Louiseville, ville de	3110
Plage Laval (Laval Ouest), ville de. .	3110
Shawinigan Falls, cité de	3109
Shawinigan Falls, commissaires d'écoles de	3108
Ste-Rose, ville de	3112
Succession Henri Legault	3111
Succession Réal Lamontagne	3111
Thetford-Mines, commissaires d'écoles de la cité de	3110

Bélanger, Dame Aldéa <i>et al.</i>	3107
Chute aux Outardes, village of <i>et al.</i> ...	3108
Girard, Dame Anna.	3110
Grand'Mère, city of <i>et al.</i>	3111
L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte- Chrétienne.	3112
LaSalle, town of	3112
Longueuil, city of	3110
Louiseville, town of	3110
Plage Laval (Laval West), town of. .	3110
Shawinigan Falls, city of	3109
Shawinigan Falls, School Commissioners of	3108
Ste-Rose, town of	3112
Estate of Henri Legault	3111
Estate of Réal Lamontagne	3111
Thetford Mines, School Commissioners of the city of	3110

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Dairy Industry:

Ordonnance N° 57-50A — Victoriaville. 3114
Ordonnance N° 60-50 — Nicolet. 3113

Order No. 57-50A — Victoriaville. . . . 3114
Order No. 60-50 — Nicolet. 3113

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Municipalité scolaire de:
Granby, canton de 3115 || Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse de | 3114 |
| St-Luc. | 3115 |
| St-Stanislas, paroisse de | 3115 |

School Municipality of:
Granby, township of 3115 || Sacré-Cœur-de-Jésus, parish of | 3114 |
| St-Luc. | 3115 |
| St-Stanislas, parish of | 3115 |

TRAVAIL:

LABOUR:

Comité paritaire de l'industrie de la
boîte de carton gaufré de Québec
(Modification). 3115
Comité paritaire des métiers de la con-
struction pour les comtés de St-Hya-
cinthe, Bagot et Rouville (Modifi-
cation) 3116 |

Joint Committee of the Corrugated
Paper Box Industry of Quebec
(Amendment) 3115 || Building Trades Parity Committee for St. Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties (Amendment) | 3116 |

Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec (Prélèvement)	3119	Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec (Levy)	3119
Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec (Modification)	3116	Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec (Amendment)	3116
Tanneries et corroieries dans la province de Québec (Avis)	3115	Tanners and curriers in the Province of Quebec (Notice)	3115
TRESOR:		TREASURY:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Aluminum Company of Canada, Limited Shawinigan Works Employees' Mutual Benefit Association	3121	Aluminum Company of Canada, Limited Shawinigan Works Employees' Mutual Benefit Association	3121
Transportation Insurance Company	3120	Transportation Insurance Company	3120
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Hull: pratique du droit	3121	Hull: practice of law	3121
Hull: pratique du droit	3122	Hull: practice of law	3122
Laurentides: pratique du droit.	3121	Laurentides: practice of law.	3121
GREFFES DE NOTAIRE:		NOTARIAL RECORDS:	
Cormier, Bernard.	3122	Cormier, Bernard.	3122
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Anachemia Chemicals Ltd.	3086	Anachemia Chemicals Ltd.	3086
Builders and Contractors Equipment, Limited.	3087	Builders and Contractors Equipment, Limited.	3087
Chevalier Lingerie Inc.	3087	Chevalier Lingerie Inc.	3087
Compagnie de Construction de Cartierville Inc.—Cartierville Construction Company Inc.	3087	Compagnie de Construction de Cartierville Inc.—Cartierville Construction Company Inc.	3087
Connolly Construction Corp.	3088	Connolly Construction Corp.	3088
Côte St. Michel Holdings Ltd.	3088	Côte St. Michel Holdings Ltd.	3088
Frank Glode Ltée.	3088	Frank Glode Ltée.	3088
Imprimerie Royale Ltée — Royal Printing Ltd.	3089	Imprimerie Royale Ltée — Royal Printing Ltd.	3089
Kerbary Furniture Manufacturing Company Limited	3089	Kerbary Furniture Manufacturing Company Limited	3089
La Compagnie de Construction et de Pavage de Hull Limitée (1950) — Hull Construction and Paving Company Limited.	3089	La Compagnie de Construction et de Pavage de Hull Limitée (1950) — Hull Construction and Paving Company Limited.	3089
Laflamme & Compagnie Limitée.	3090	Laflamme & Compagnie Limitée.	3090
La Société d'Histoire d'Arthabaska Incorporée	3090	La Société d'Histoire d'Arthabaska Incorporée	3090
Lightcraft Limited.	3091	Lightcraft Limited.	3091
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Windsor (Québec)	3091	L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Windsor (Québec)	3091
Osborne Street Garage Inc.	3091	Osborne Street Garage Inc.	3091
R. Bissonnette Ltée.	3092	R. Bissonnette Ltée.	3092
Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée.	3092	Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée.	3092
Select Converters Ltd.	3092	Select Converters Ltd.	3092
The Mailman Foundation (Quebec) Inc.	3093	The Mailman Foundation (Quebec) Inc.	3093
The Right-Made Garment Limited.	3092	The Right-Made Garment Limited.	3092
United Warehouse Ltd.	3093	United Warehouse Ltd.	3093
LETTRES PATENTES ANNULÉES:		LETTERS PATENT ANNULLED:	
Duluth Sporting Club Inc.	3094	Duluth Sporting Club Inc.	3094
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Lady Dundee Inc.	3094	Lady Dundee Inc.	3094
L. Demers et Cie Limitée — L. Demers and Co. Limited.	3094	L. Demers et Cie Limitée — L. Demers and Co. Limited.	3094
Merritt Chain Co. Ltd.	3094	Merritt Chain Co. Ltd.	3094
Northeastern Development Limited.	3095	Northeastern Development Limited.	3095
St. Donat Country Club Inc.	3095	St. Donat Country Club Inc.	3095
Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd.	3095	Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd.	3095
Victoria Export Inc.	3095	Victoria Export Inc.	3095

NOMINATIONS:

Diverses 3122

PROCLAMATION:

Concernant les prisons de tous les districts de la Province. 3122

SIÈGES SOCIAUX:

Dumais Frères Limitée — Dumais Brothers Limited 3123
 Dupresnoy Mines Limited 3124
 Val Royal Building Materials Ltd — Matériaux de Construction Val Royal Ltée 3124

SOUMISSIONS:

Ditton, commission scolaire catholique de (Correction). 3124
 Mackayville, ville de (Correction). 3124

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Rondeau, Gaston 3125

VENTES PAR SHÉRIFS:

HULL:

St-Laurent vs St-Laurent *et al* 3125

MONTMAGNY:

Coulombe vs Giasson. 3126

RIMOUSKI:

Canadian Oil Co. Ltd. vs Hallé. 3127
 Lefrançois vs Plourde 3127

28960-o

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 3122

PROCLAMATION:

Concerning gaols in all districts of the Province. 3122

HEAD OFFICES:

Dumais Frères Limitée — Dumais Brothers Limited 3123
 Dupresnoy Mines Limited 3124
 Val Royal Building Materials Ltd — Matériaux de Construction Val Royal Ltée 3124

TENDERS:

Ditton, Catholic School Commission of (Correction). 3124
 Mackayville, town of (Correction). 3124

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Rondeau, Gaston 3125

SHERIFFS' SALES:

HULL:

St-Laurent vs St-Laurent *et al* 3125

MONTMAGNY:

Coulombe vs Giasson. 3126

RIMOUSKI:

Canadian Oil Co. Ltd. vs Hallé. 3127
 Lefrançois vs Plourde 3127

28960-o

